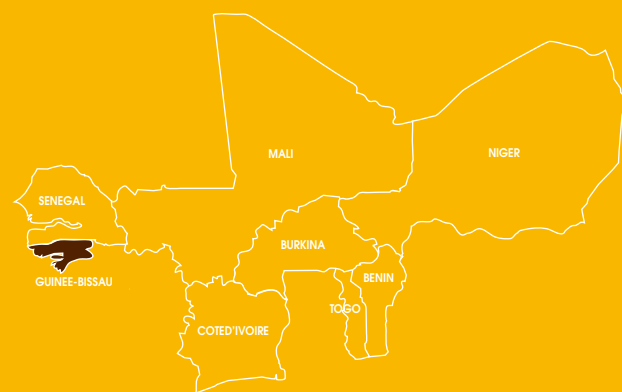




BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DE GUINEE-BISSAU
MINISTERE DES FINANCES
**Comité de la Balance
des Paiements**

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

GUINEE-BISSAU 2017



REPUBLIQUE DE GUINEE-BISSAU
Ministère de l'Economie et des Finances
**Comité National de la Balance des
Palements**

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

GUINEE-BISSAU 2017



RÉPUBLIQUE DE LA GUINEE-BISSAU

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET FINANCES

Comité de la Balance des Paiements

Secrétariat

Direction Nationale de la BCEAO pour la Guinée-Bissau

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

AU TITRE DE L'ANNEE 2017

Octobre 2018

TABLE DES MATIERES

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	5
AVANT PROPOS.....	6
RESUME	7
INTRODUCTION.....	9
I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	11
1.1- Balance commerciale de biens.....	12
1.1.1- Exportations de biens.....	13
1.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens.....	13
1.1.1.2- Composition des exportations de biens.....	14
1.1.1.3- Orientation géographique des exportations.....	14
1.1.2- Importations de biens.....	17
1.1.2.1- Evolution globale des importations de biens.....	17
1.1.2.2- Composition des importations de biens.....	17
1.1.2.3- Orientation géographique des importations.....	19
1.2- Balance de services.....	23
1.2.1- Exportations de services	23
1.2.2- Importations de services	24
1.3- Compte des revenus primaires.....	25
1.4- Compte des revenus secondaires.....	26
II- COMPTE DE CAPITAL.....	27
2.1- Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits.....	27
2.2- Transferts de capital.....	27
III- COMPTE FINANCIER.....	28
3.1- Investissements directs étrangers.....	28
3.2- Investissements de portefeuille.....	29
3.3- Dérivés financiers.....	30
3.4- Autres investissements.....	30
IV- CAPITAUX MONETAIRES.....	30
4.1- Avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	30
4.2- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts.....	30
4.3- Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts.....	30
V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	31
5.1- Évolution de la position extérieure globale nette.....	31
5.2- Ventilation sectorielle de la position extérieure globale	32
5.3- Structure géographique de la position extérieure globale	33
CONCLUSION.....	35
ANNEXE.....	36

Index personnalisé

Graphique 1 : Solde de la balance des transactions courantes (en millions de FCFA).....	11
Graphique 2 : Volume exporté et prix à l'exportation de la noix de cajou.....	14
Graphique 3 : Orientation géographique des exportations en 2017	17
Graphique 4 : Composition des importations de biens.....	19
Graphique 5 : Orientation géographique des importations	19
Graphique 6 : Structure des importations en provenance des autres pays de l'Union.....	21
Graphique 7 : Évolution de la balance des services (en millions de FCFA).....	23
Graphique 8 : Structure des exportations de services (en millions de FCFA).....	24
Graphique 9: Structure des importations de services (en millions de FCFA).....	24

Index des Tableaux

Tableau 1 : Evolution des principaux soldes de la balance des paiements	12
Tableau 2 : Compte des transactions courantes	13
Tableau 3 : Compte de biens	13
Tableau 4 : Exportations de biens par rubriques	14
Tableau 5 : Exportations de marchandises générales par principaux produits.....	14
Tableau 6 : Orientation géographique des exportations	16
Tableau 7 : Evolution des exportations destinées vers les pays de l'UEMOA	17
Tableau 8 : Evolution des importations de biens par rubriques	18
Tableau 9 : Importations de biens	19
Tableau 10 : Evolution des Importations en provenance des autres pays de l'UEMOA	21
Tableau 11 : Ventilation géographique des importations de marchandises	23
Tableau 12 : Evolution de la balance des services	24
Tableau 13 : Revenus primaires	26
Tableau 14 : Revenus secondaires	27
Tableau 15 : Compte de capital	29
Tableau 16 : Compte financier	29
Tableau 17 : Correspondance des statistiques monétaires et celles de la balance des paiements....	32
Tableau 18 : Variation de la position extérieure globale	33
Tableau 19 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale (fin de période)	34
Tableau 20 : Répartition géographique de la position extérieure globale	35

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

BM	Banque Mondiale
BREXIT	"British exit" qui la décision du Royaume-Uni de sortir de l'Union Européenne
CAF	Coût Assurance Fret
CEDIS	Monnaie Nationale de Ghana
DALASI	Monnaie Nationale de la Gambie
DOLLAR USD	Monnaie des Etats Unis
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
EURO	Monnaie de l'Union Monétaire Européenne encore appelée Zone Euro
ECID	Enquête Coordonnée sur les Investissements Directs
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
FOB	Franco à Bord
IDE	Investissements Directs Etrangers
LEONES	Monnaie Nationale de la Sierra-Leone
LIVRE STERLING	Monnaie Nationale d'Angleterre
MBP5	5 ^{ème} édition du Manuel de la Balance des Paiements
MBP6	6 ^{ème} édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale
FED	Fonds Européen de Développement
PEG	Position Extérieure Globale
PEGN	Position Extérieure Globale Nette
PIB	Produit Intérieur Brut
SCN	Système de Comptabilité Nationale
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour les Enfants
YEN	Monnaie Nationale du Japon
YUAN	Monnaie nationale de la Chine

NB : la monnaie de référence dans le rapport est le FCFA, sauf indication du contraire.

AVANT PROPOS

La Balance des paiements est un cadre analytique qui retrace l'ensemble des opérations entre les résidents et les non résidents durant une période donnée qui peut être mensuelle, trimestrielle ou annuelle. Ces principaux soldes constituent des indicateurs importants d'analyse et de diagnostic. Aux termes de l'article 1^{er} de l'Annexe III du Règlement n°09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010, relatif aux relations financières extérieures, la Banque Centrale est chargée de l'établissement de la balance des paiements et de la position extérieure globale des Etats membres de l'UEMOA ainsi que de la balance des paiements régionale.

Ces comptes sont élaborés sur la base des contributions de tous les acteurs économiques, à travers les outils de collecte de données mis en œuvre par la Banque Centrale. Outre ces informations, l'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale s'appuie sur les travaux de la Cellule sous régionale, chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA. Ces travaux ont permis de procéder à une analyse fine des asymétries relevées dans les déclarations statistiques bilatérales des Etats, en vue du rapprochement des données du commerce intra-UEMOA au titre de l'année 2017. Les corrections d'asymétries ont également porté sur les flux touristiques, les envois de fonds des travailleurs migrants et les investissements directs étrangers.

Avec l'entrée en vigueur de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), publiée en 2008 par le FMI, les comptes extérieurs de la Guinée-Bissau sont élaborés depuis 2011, sur la base de ce nouveau dispositif.

RESUME

La reprise de l'économie mondiale, entamée à fin 2016, s'est renforcée en 2017. Ainsi, le taux de croissance s'est établi à 3,7% en 2017, après 3,2% en 2016. Au plan sous-régional, le dynamisme économique amorcé depuis 2012 au sein de l'UEMOA s'est maintenu, et le produit intérieur brut (PIB) de l'Union, en termes réels, progresserait de 6,7%. Au plan national, l'activité économique a bénéficié des évolutions favorables des termes de l'échange. La croissance du PIB réel se situerait à 5,9% en 2017, sous l'impulsion des recettes d'exportation de la noix de cajou qui ont soutenu la consommation privée et a favorisé la hausse de l'investissement privé.

Les transactions économiques et financières de la Guinée-Bissau avec le reste du monde se sont traduites, au terme de l'année 2017, par une réduction de l'excédent du solde global de la balance des paiements, résultant d'une baisse de l'excédent du solde des transactions courantes et d'une détérioration du compte financier dont l'impact a été atténué par la hausse de l'excédent du compte de capital.

L'excédent du compte courant est ressorti à 2.252,4 millions en 2017 contre 10.056,3 millions enregistrés une année plus tôt, en raison de l'aggravation du déficit de la balance des services et de la baisse de l'excédent de la balance des revenus primaires dont l'impact a été atténué par l'amélioration des soldes des balances des biens et des revenus secondaires.

Les échanges de biens ont dégagé un excédent de 28.301,3 millions en 2017 contre 27.491,1 millions en 2016, en raison essentiellement de la progression des exportations de noix de cajou dont l'impact a été quelque peu atténué par la hausse des importations.

Le déficit de la balance des services s'est aggravé de 14,6%, pour ressortir à 69.844,7 millions en 2017, en raison notamment de la hausse du fret, sous l'impulsion des importations dont l'effet a été accentué par l'aggravation du déficit du solde des voyages.

L'excédent du compte de revenus primaires s'est réduit de 9.222,6 millions, pour se situer à 8.399,8 millions en 2017, en liaison avec la baisse des ressources provenant du secteur de la pêche du fait des retards dans la conclusion des négociations avec l'UE.

Les entrées nettes au titre du compte de revenus secondaires ont augmenté de 36,6%, passant de 25.910,8 millions en 2016 à 35.396,1 millions en 2017, en rapport avec la hausse des ressources reçues au titre de la coopération internationale. L'accroissement des transferts des migrants a aussi contribué à cette tendance.

L'excédent du compte de capital a enregistré une progression importante pour se situer à 60.581,1 millions en 2017 contre 29.564,1 millions en 2016, en liaison avec la hausse des flux de ressources reçues au titre des transferts en capital en faveur des administrations publiques et les remises de dettes enregistrées. Avec les sorties nettes de 35.292,7 millions au titre du compte financier, le solde global de la balance des paiements dégage un excédent de 18.618,4 millions en 2017 contre

33.846,0 en 2016 et 35.801,0 millions en 2015.

La PEGN s'est améliorée, en s'établissant à -101.821,3 millions en 2017 contre -156.437,8 millions à fin 2016. L'analyse de la structure géographique de la position extérieure globale nette à fin 2017 fait ressortir une situation positive avec les autres régions du monde (46.757,5 millions) contre une situation débitrice avec la Zone (-34.235,0 millions) et les autres pays de l'UEMOA (-114.343,8 millions).

INTRODUCTION

L'environnement économique et financier international a été marqué, en 2017, par l'augmentation notable de l'investissement, du commerce et de la production industrielle, ainsi que le regain de confiance des chefs d'entreprise et des consommateurs. Cette conjoncture favorable a permis d'atténuer les conséquences des incertitudes liées à la mise en œuvre du Brexit et des mesures de relance aux Etats-Unis. Dans ce contexte, la reprise de l'économie mondiale, entamée à fin 2016, s'est renforcée. Ainsi, le taux de croissance s'est établi à 3,7% en 2017, après 3,2% en 2016.

Dans les pays industrialisés, la croissance économique s'est accrue à 2,3% en 2017, après 1,7% en 2016, en raison notamment des politiques monétaires accommodantes des banques centrales et de la bonne tenue de la demande intérieure. Dans les pays émergents et en développement, le taux de croissance économique est ressorti en hausse à 4,7% en 2017 contre 4,4% en 2016, du fait notamment de l'amélioration de la demande intérieure, du regain de dynamisme dans les pays importateurs de matières premières et de la conjoncture favorable dans les grands pays exportateurs de pétrole. En Chine, le taux de croissance de l'activité économique s'est établi à 6,8% en 2017, après 6,7% en 2016, en liaison notamment avec le maintien d'une politique expansionniste par les Autorités de ce pays. En Inde, la croissance économique a ralenti pour se situer à 6,7% en 2017, après 7,1% en 2016. Ce fléchissement est imputable à l'impact persistant de l'échange des billets, ainsi qu'à l'incertitude liée à la mise en place de la taxe nationale sur les biens et services, au milieu de l'année. Le Brésil a renoué avec une croissance positive de 1,1% en 2017, après une contraction de 3,5% en 2016. En Afrique subsaharienne, le taux de progression de l'économie s'est établi à 2,7% en 2017, en nette accélération par rapport à celui de 2016 (+1,4%), le plus bas niveau atteint depuis plus de vingt ans. Le regain de dynamisme ainsi observé est lié au redressement de la croissance des pays exportateurs de produits de base, aux effets de la mise en œuvre de mesures d'ajustement structurel et de la remontée des prix du pétrole. Les performances de certaines grandes économies de la région se sont ainsi nettement améliorées, notamment celles du Nigeria, de l'Afrique du Sud et des Etats membres de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC).

S'agissant des produits de base, la reprise de la demande mondiale ainsi que les actions concertées des principaux producteurs visant la réduction de l'offre ont redynamisé les marchés des matières premières. Les indices calculés par le FMI indiquent, en moyenne annuelle, une hausse des prix des produits énergétiques de 22,2%, des produits industriels de 12,1% et des produits alimentaires de 3,9%. Les cours mondiaux des principales matières premières exportées par l'Union ont enregistré des évolutions haussières sur une base annuelle, à l'exception de ceux du cacao et de l'huile de palme qui ont baissé respectivement de 29,8% et 4,6%. Les hausses les plus importantes ont été observées au niveau de la noix de cajou (+19,8%), du caoutchouc (+18,9%), du pétrole (+15,4%), du café robusta (+14,7%) et du coton (+10,9%).

Sur les marchés des changes, la monnaie européenne s'est appréciée face aux principales devises

en 2017, en liaison notamment avec la reprise économique et le tassement des risques politiques. Le cours de l'euro s'est accru de 2,0% pour s'établir à 1,129 dollar en 2017. La devise européenne s'est également renforcée, par rapport à la livre sterling (+7,0%), au yen japonais (+5,3%) et au franc suisse (+2,0%).

Au plan sous-régional, le dynamisme économique amorcé depuis 2012 au sein de l'UEMOA s'est maintenu au cours de l'année 2017, à la faveur de l'amélioration progressive de la conjoncture internationale et interne des Etats. Au terme de l'année 2017, le produit intérieur brut (PIB) de l'Union, en termes réels, progresserait de 6,7%, selon les dernières estimations effectuées par les Services officiels, soit 0,1 point de pourcentage de plus qu'en 2016. Le taux d'inflation en moyenne annuelle est ressorti à 0,8% en 2017 contre une réalisation de 0,3% en 2016. Sur le marché ouest-africain, la monnaie des pays de la Zone UEMOA s'est valorisée par rapport aux principales devises de la sous-région en 2017, comparativement à la situation de l'année 2016. En moyenne sur l'année 2017, 1.000 FCFA se sont échangés contre 7,5 cedis ghanéens, 80,4 dalasis gambiens, 12.803,2 leones sierra-leonais, 196,1 dollars libériens, 15.756,0 francs guinéens et 529,5 nairas nigériens. Sur une base annuelle, l'appréciation du franc CFA a varié entre 5,7% et 25,1% respectivement face au franc guinéen et au naira nigérian.

Au plan national, l'activité économique a bénéficié des évolutions favorables des termes de l'échange, en rapport avec les niveaux élevés des prix à l'exportation de la noix de cajou. La croissance du PIB réel se situerait à 5,9% en 2017, sous l'impulsion des recettes d'exportation de la noix de cajou qui ont soutenu la consommation privée et favorisé la hausse de l'investissement privé. La hausse de l'investissement public a aussi contribué à la croissance. Dans le secteur primaire, le taux de croissance ressortirait à 4,6% en 2017 contre 5,3% en 2016, en rapport avec les hausses de la production halieutique, et de produits de l'élevage. Le recul de la croissance dans ce secteur serait induit par la baisse de la production céréalière brute. Dans le secteur secondaire, l'activité enregistrerait une hausse en termes réels de 5,4% en 2017 contre 4,8% en 2016, soutenue par l'accroissement de l'activité dans l'industrie manufacturière et dans le secteur des BTP. Dans le secteur tertiaire, l'activité commerciale serait en progression de 13,6% en 2017 contre 7,3% en 2016. Dans le secteur des Transports, Entrepôts et Communications, la croissance réelle serait de 2,5% en 2017 contre 4,1% en 2016, soutenue par le bon déroulement de la campagne de commercialisation de la noix de cajou. L'inflation a été maîtrisée avec un taux moyen annuel de 1,1% en 2017 contre 1,5% en 2016. Les opérations financières de l'État en 2017 ont été marquées par une hausse de 14,2% des recettes budgétaires, un accroissement de 2,3% des dépenses courantes et une progression de 30,8% des dépenses d'investissement.

Dans ce contexte, les échanges extérieurs ont été caractérisés par une baisse de l'excédent du solde de la balance des transactions courantes, qui ressort à 2.252,4 millions en 2017 contre 10.056,3 millions en 2016, en rapport avec la détérioration de la balance des services et le recul de l'excédent de la balance des revenus primaires, dont l'impact a été atténué par la hausse de

l'excédent du solde des revenus secondaires. L'excédent du compte de capital a connu une hausse de 31.017,0 millions en 2017 alors que le compte financier s'est détérioré, ce qui s'est traduit par un excédent de 18.618,4 millions du solde global de la balance des paiements contre 33.845,9 millions en 2016. Le tableau 1 présente les soldes des principales composantes de la balance des paiements.

Tableau 1 : Evolution des principaux soldes de la balance des paiements

(En millions de FCFA)

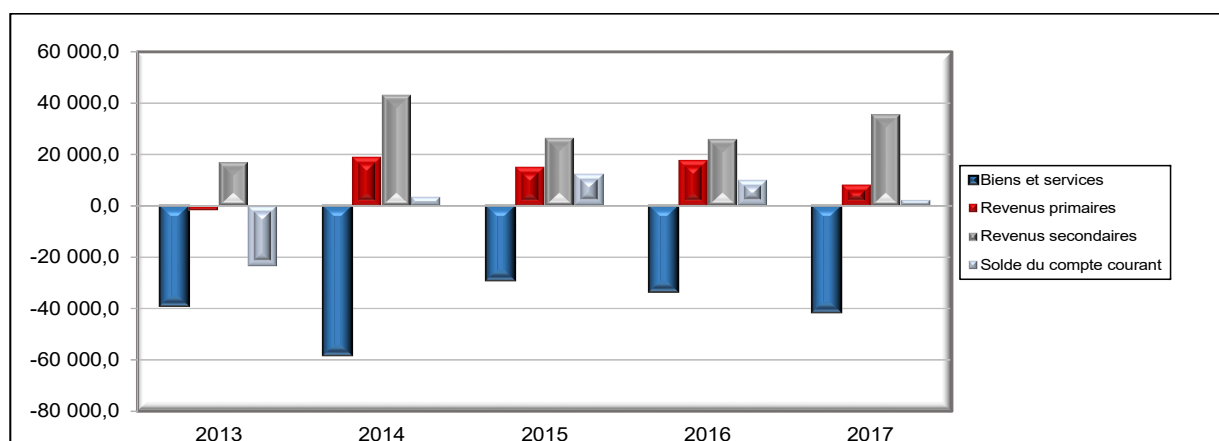
Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Compte des transactions courantes	-25.941,5	3.119,9	12.386,1	10.056,3	2.252,4
Biens et services	-39.090,7	-58.224,2	-29.139,6	-33.476,8	-41.543,4
Revenus primaires	-3.963,2	18.459,1	15.124,3	17.622,3	8.399,8
Revenus secondaires	17.112,4	42.884,9	26.401,4	25.910,8	35.396,1
Compte de capital	15.822,1	27.395,9	35.382,1	29.564,1	60.581,1
Compte financier	-15.871,6	-39.591,5	4.128,6	-6.681,8	35.292,7
Erreurs et omissions nettes	5.129,7	6.140,1	-7.838,5	-12.456,2	-8.922,4
Solde global	10.881,9	76.247,4	35.801,0	33.846,0	18.618,4

Source : BCEAO

I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

La balance des transactions courantes, regroupant celles des biens, des services, des revenus primaires et secondaires, présente un excédent pour la quatrième année consécutive du fait notamment du niveau élevé des prix à l'exportation de la noix de cajou. Toutefois, l'excédent s'est réduit en 2017 comme le montre le graphique 1.

Graphique 1 : Solde de la balance des transactions courantes (en millions de FCFA)



Source: BCEAO

En 2017, l'excédent du solde de la balance des transactions courantes a connu une baisse, se situant à 2.252,4 millions contre 10.056,3 millions en 2016, en rapport avec la détérioration de la balance des services et le recul de l'excédent du compte de revenus primaires. Cette situation

s'explique notamment la hausse du fret et le non décaissement par l'UE de la compensation financière puisque les négociations sur les accords de pêche ne sont pas achevées. En revanche, l'excédent du solde de revenu secondaire s'est consolidé. Le tableau 2 présente l'évolution des principaux soldes des comptes de transactions courantes.

Tableau 2 : Compte des transactions courantes

(En millions de FCFA)

Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Biens et services	-39.090,7	-58.224,17	-29.139,57	-33.476,83	-41.543,43
Revenus primaires	-3.963,2	18.459,1	15.124,3	17.622,3	8.399,8
Revenus secondaires	17.112,4	42.884,9	26.401,4	25.910,8	35.396,1
Solde du compte courant	-25.941,5	3.119,9	12.386,1	10.056,3	2.252,4
Solde du compte courant (hors dons)	-28.341,5	719,9	6.786,1	8.631,7	-534,5
PIB Nominal	509.405,2	502.854,3	617.503,6	699.629,0	810.318,4
Solde courant (en pourcentage du PIB)	-5,09%	0,62%	2,01%	1,44%	0,28%

Sources : BCEAO et INE

1.1- Balance commerciale de biens

La balance commerciale de biens a enregistré un excédent de 28.301,3 millions en 2017 contre 27.491,1 millions en 2016, en rapport avec une hausse de la valeur des exportations plus importante que celle des importations, du fait de l'augmentation des prix à l'exportation de la noix de cajou.

Tableau 3 : Compte de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Exportations de biens	75.485,6	82.055,1	149.191,3	164.008,2	197.516,1
Importations de biens	90.326,0	105.883,8	122.390,2	136.517,1	169.214,8
Balance commerciale de biens	-14.840,4	-23.828,6	26.801,1	27.491,1	28.301,3
Taux de couverture des importations par les exportations (en pourcentage)	83,6%	77,5%	121,9%	120,1%	116,7%
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	16,3%	18,4%	27,0%	24,3%	26,2%

Sources : Douanes et BCEAO

Dans ce contexte, le taux de couverture des importations par les exportations s'est situé à 116,7% en 2017 contre 120,1% en 2016.

1.1.1- Exportations de biens

1.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens

A la suite des ajustements apportés aux statistiques douanières, les exportations FOB de marchandises générales sont ressorties à 197.516,1 millions en 2017 contre 164.008,2 millions l'année précédente, soit une hausse de 20,4% après un accroissement de 9,9% en 2016. La hausse de la valeur des exportations s'explique principalement par la progression des prix à l'exportation qui sont passés de 1.400 \$/tonne en 2016 à 1.950 \$/tonne en 2017. En revanche, le volume des exportations de noix de cajou enregistré par les services officiels a connu un recul de 13,2%. Aucune exportation de bois n'a été enregistrée du fait des mesures prises par l'Etat pour interdire cette activité et confisquer les stocks disponibles. Les exportations des autres produits sont restées marginales. Elles ont tout même enregistré une forte hausse en rapport avec un accroissement des exportations de noix de cajou traités, de produits halieutiques et d'autres produits alimentaires (arachides, huile de palme, fruits et légumes).

Tableau 4 : Exportations de biens par rubriques

(En millions de FCFA)

Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Marchandises générales	75.485,6	81.165,7	149.191,3	164.008,2	197.516,1
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	0,0	889,4	0,0	0,0	0,0
Or non monétaire	0,0	0	0,0	0,0	0,0
Total exportations de biens	75.485,6	82.055,1	149.191,3	164.008,2	197.516,1

Sources : Douanes et BCEAO

Tableau 5 : Exportations de marchandises générales par principaux produits

(En millions de FCFA)

Produits	2013	2014	2015	2016	2017
Noix de cajou 1/	62.357,6	57.242,6	90.488,2	108.720,8	114.310,9
Bois	279,1	0	11.767,2	0,0	0,0
Autres	224,2	324,0	312,3	66,1	198,5
Reexportation	127,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total statistiques officielles	62.987,9	57.566,6	102.567,7	108.786,9	115.135,7
Ajustement de Valeur	2.608,0	11.855,2	42.853,3	50.736,1	74.819,2
Ajustement de Champ	9.889,7	12.633,3	3.770,3	4.485,2	7.561,2
Total	75.485,6	82.055,1	149.191,3	164.008,2	197.516,1

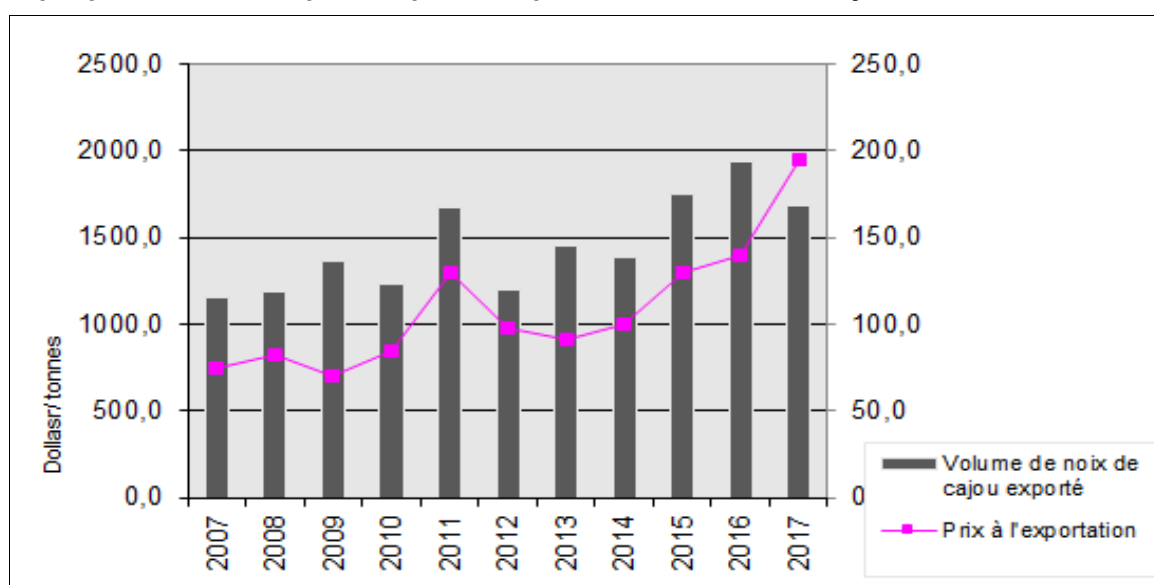
Sources : Douanes et BCEAO

1/ les exportations de noix de cajou sont évaluées par la douane à un prix de référence fixé par l'Etat. Ce prix est différent du prix du marché, ce qui explique notamment les ajustements de valeurs réalisés dans le cadre de l'élaboration de la balance des paiements.

1.1.1.2- Composition des exportations de biens

L'analyse de la structure des exportations par produit montre que celles-ci restent dominées par la noix de cajou tant en volume qu'en valeur. En 2017, selon les statistiques officielles, les exportations de la noix de cajou ont représenté 99,3% de la valeur des exportations totales du pays. Cette situation traduit la forte dépendance du pays par rapport aux exportations de noix de cajou, qui s'explique par la faible diversification de la base productive, malgré le potentiel important du pays dans le domaine de la pêche et des mines. Le graphique présente l'évolution des volumes exportés et des prix à l'exportation de la noix de cajou.

Graphique 2 : Volume exporté et prix à l'exportation de la noix de cajou



Note : l'échelle de gauche correspond au prix à l'exportation en dollar/tonne et l'échelle de droite au volume exporté en tonne

Sources : Douanes, BCEAO

En 2017, les autres produits exportés sont l'arachide, l'huile de palme et les produits halieutiques. Toutefois, leurs poids respectifs demeurent assez faibles, ne dépassant pas 0,1%, selon les statistiques officielles.

1.1.1.3- Orientation géographique des exportations

Le continent asiatique demeure la principale destination des exportations de la Guinée-Bissau puisque la quasi-totalité de la noix de cajou brute est exportée en Inde et en Singapour. Le continent africain, principalement la zone UEMOA et la CEDEAO occupe la deuxième position.

Tableau 6 : Orientation géographique des exportations

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2013	2014	2015	2016	2017
EUROPE	77,0	921,0	212,0	50,0	1.027,9
UNION EUROPEENNE					
ZONE EURO	75,7	921,0	212,0	50,0	1.026,2
France	1,9	0,0	0,0	32,0	0,0
Allemagne	0,0	0,0	6,7	0,0	0,0
Italie	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Pays-Bas	29,0	52,9	150,7	0,0	874,4
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Portugal	42,0	845,3	25,0	16,0	151,8
Espagne	2,2	22,8	29,5	2,0	0,0
AUTRES PAYS DE L'UE	0,0	0,0	0,0	0,0	1,7
Royaume-Uni	0,0	0,0	0,0	0,0	1,7
AUTRES PAYS D'EUROPE	1,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Suisse	1,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Russie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Turkie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AFRIQUE	19.222,9	13.063,5	3.792,5	8.604,1	7.718,1
UEMOA	19.146,0	12.859,5	3.770,3	4.485,2	6.431,5
Bénin	752,0	219,1	0,0	0,0	279,0
Burkina	0,0	4,0	0,0	1,3	0,0
Côte d'Ivoire	2.146,2	0,0	0,0	0,0	84,8
Mali	6.275,7	8.896,2	0,0	573,9	76,2
Niger	0,0	0,0	0,0	19,7	0,0
Sénégal	3.653,3	3.740,2	3.770,3	3.890,2	5.985,0
Togo	6.318,8	0,0	0,0	0,0	6,5
CEDEAO (hors UEMOA)	5,6	204,0	4,3	4.110,9	1.280,8
Nigeria	0,0	0,0	0,0	0,0	23,5
Ghana	0,0	0,0	0,0	4102,89	1237,7
Cap - Vert	2,1	204,0	4,3	0,0	10,1
Gambie	0,6	0,0	0,0	8,0	9,5
Serra leoa	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0
R. Guinée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Cameroun	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gabon	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	71,3	0,0	17,9	8,0	3,8
Afrique du Sud	9,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Maroc	5,0	0,0	17,9	8,0	0,0
Tunisie	0,0	0,0	0,0	0,0	3,8
Algérie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Libye	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Egypte	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Mauritanie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Angola	57,2	0,0	0,0	0,0	0,0
AMERIQUE	53,6	9,6	0,0	0,0	66,3
USA	0,0	0,0	0,0	0,0	31,2
Canada	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Brésil	53,46	9,59	0,00	0,00	35,0
Antigua	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Argentina	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cuba	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Panama	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ASIE	55.248,9	67.171,6	144.286,6	155.354,1	188.456,1
Chine	1.262,7	2.212,5	21.209,3	1.169,4	1.908,6
Japon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Inde	39.634,8	49.266,8	76.346,2	123.920,8	148.517,2
Pakistan	0,0	0,0	0,0	0,0	6,5
Emirats arabes unis	1.656,9	5.764,2	16.373,0	4.914,8	2.394,9
Thaïlande	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Corea	0,0	0,0	0,0	0,0	30,0
Liban	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Singapour	7.190,9	6.944,1	21.586,2	18.854,6	19.590,7
Vietnam	5.503,3	2.983,9	8.771,9	6.494,6	15.669,7
Indonésie	0,0	0,0	0,0	0,0	338,5
Autres pays	883,3	889,4	900,0	0,0	247,7
TOTAL	75.485,6	82.055,1	149.191,1	164.008,2	197.516,1

Sources : Douanes, BCEAO

En 2017, les ventes extérieures vers l'Asie ont progressé, en rapport avec la hausse des exportations de noix de cajou destinées principalement en Inde et dans une moindre mesure à Singapour, au Vietnam et aux Émirats Arabes Unis.

Les ventes extérieures vers l'Europe sont en hausse en 2017 par rapport l'année précédente. Ainsi, elles sont ressorties à 1.027,9 millions contre 50 millions en 2016, en rapport avec l'exportation de noix de cajou brut et d'autres produits en coques vers les Pays-Bas et le Portugal.

La part des exportations vers le reste du Continent africain, y compris les échanges à travers des canaux non officiels ont enregistré une baisse, s'établissant à 7.718,1 millions en 2017 contre 8.604,1 en 2016. Elles ont été réalisées essentiellement avec le Sénégal, et le Ghana dans une moindre mesure. Les exportations vers le Ghana sont en rapport avec l'installation d'industries de transformation de noix de cajou dans ce pays, bien qu'elles aient connu une forte baisse, passant de 4.102,9 millions en 2016 à 1.237,7 millions en 2017.

Tableau 7 : Evolution des exportations destinées vers les pays de l'UEMOA

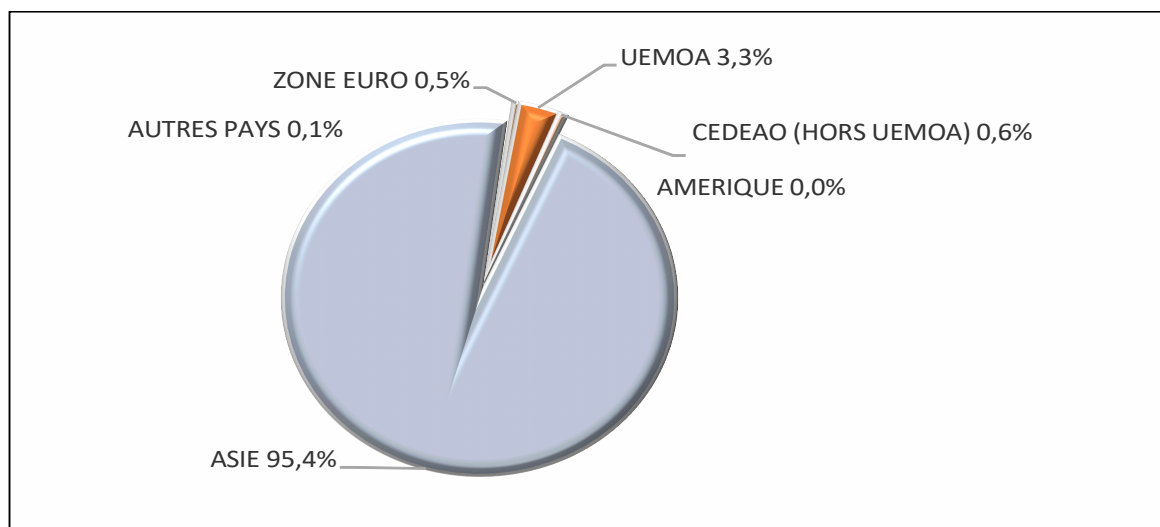
(En millions de F CFA)

Pays	2013	2014	2015	2016	2017
Bénin	752,0	219,1	0,0	0,0	279,0
Burkina	0,0	4,0	0,0	1,3	0,0
Côte d'Ivoire	2.146,2	0,0	0,0	0,0	84,8
Mali	6.275,7	8.896,2	0,0	573,9	79,7
Niger	0,0	0,0	0,0	19,7	0,0
Sénégal	3.653,3	3.740,2	3.770,3	3.890,2	6.044,7
Togo	6.318,8	0,0	0,0	0,0	6,5
UEMOA	19.146,0	12.859,5	3.770,3	4.485,2	6.494,7

Source : BCEAO

Au total, les exportations de la Guinée-Bissau en 2017, ont été principalement destinées en Inde (75,2%), à Singapour (9,9%), au Vietnam (7,9%), au Sénégal (3,0%), aux Émirats Arabes Unis (1,2%) et en Chine (1,0%).

Graphique 3 : Orientation géographique des exportations en 2017



Sources: Douanes, BCEAO

1.1.2- Importations de biens

1.1.2.1- Evolution globale des importations de biens

Sur la base des données de la douane (avec ajustement), la valeur des importations (en FOB) a augmenté de 23,9% en 2017 après une augmentation de 11,6% en 2016. Elle s'établit à 169.214,8 millions en 2017 contre 136.517,0 millions en 2016. Cette évolution s'explique par la consolidation de la reprise de la croissance entamée en 2015, qui s'est traduite par une hausse des acquisitions au niveau des principaux sous groupes de produits. La vigueur de la demande intérieure soutenue par les niveaux élevés des prix au producteur et à l'exportation de la noix de cajou, a aussi contribué à cette tendance.

Tableau 8 : Evolution des importations de biens par rubriques

(En millions de FCFA)

RUBRIQUES	2013	2014	2015	2016	2017
Marchandises générales (statistiques douanières)	63.065,9	88.057,3	94.379,0	92.121,7	136.508,4
Ajustement	41.964,5	40.442,4	54.095,0	73.554,3	68.849,4
Total Importations CAF	105.030,4	128.499,7	148.474,0	165.676,0	205.357,8
TOTAL IMPORTATIONS DE BIENS (FOB)	90.326,1	105.883,7	122.342,6	136.517,0	169.214,8

Source : BCEAO

1.1.2.2- Composition des importations de biens

La structure des importations en 2017 est composée dans l'ordre, des biens alimentaires (35,5%), des produits énergétiques (17,2%), des biens d'équipements (14,5%), des biens intermédiaires et de matières premières (13,4%), des autres biens divers (11,7%) et d'autres biens de consommation courante (7,7%).

Tableau 9 : Importations de biens*(En millions de FCFA)*

Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Produits alimentaires	35.949,3	46.031,1	48.738,2	60.204,5	72.847,4
Autres biens de consommation courante	8.377,8	7.807,6	9.177,0	13.382,6	15.871,7
Produits énergétiques	22.504,4	23.195,3	31.042,5	28.014,2	35.415,9
Matières premières et biens intermédiaires	12.324,4	16.889,3	20.252,0	20.678,8	27.544,1
Biens d'équipement	19.770,4	20.260,8	24.785,2	23.727,7	29.683,4
Produits divers	6.104,0	14.315,7	14.479,1	19.668,3	23.995,3
Total importations de biens CAF	105.030,4	128.499,7	148.474,0	165.676,0	205.357,8
Total importations de biens FOB	90.326,1	105.883,75	122.342,6	136.517,0	169.214,8

Source : BCEAO

Les importations de produits alimentaires ont enregistré une hausse de 21,0%. Les importations de produits céréaliers, constitués essentiellement du riz et du blé, représentent le premier poste des produits alimentaires. La hausse observée en 2017 a été impulsée par les importations de riz qui ont enregistré une forte progression, passant de 82.050,4 tonnes en 2016 à 155.942,0 tonnes en 2017. Cette évolution s'explique d'une part, par la hausse de la demande, puisque le produit est utilisé dans le processus de commercialisation de la noix de cajou, et d'autre part par les mesures d'allègement fiscale prises par l'Etat sur les importations de riz. Le volume des importations de blé est passé de 24.741,4 tonnes en 2016 à 26.288,3 tonnes en 2017. Les importations de sucre se sont situées à 2.791,6 millions de FCFA en 2017 contre 3.112,7 millions de FCFA en 2016 et celles de produits laitiers ont baissé de 38,5%. Les importations des autres biens de consommation courante, notamment les boissons ont augmenté de 18,6% en 2017.

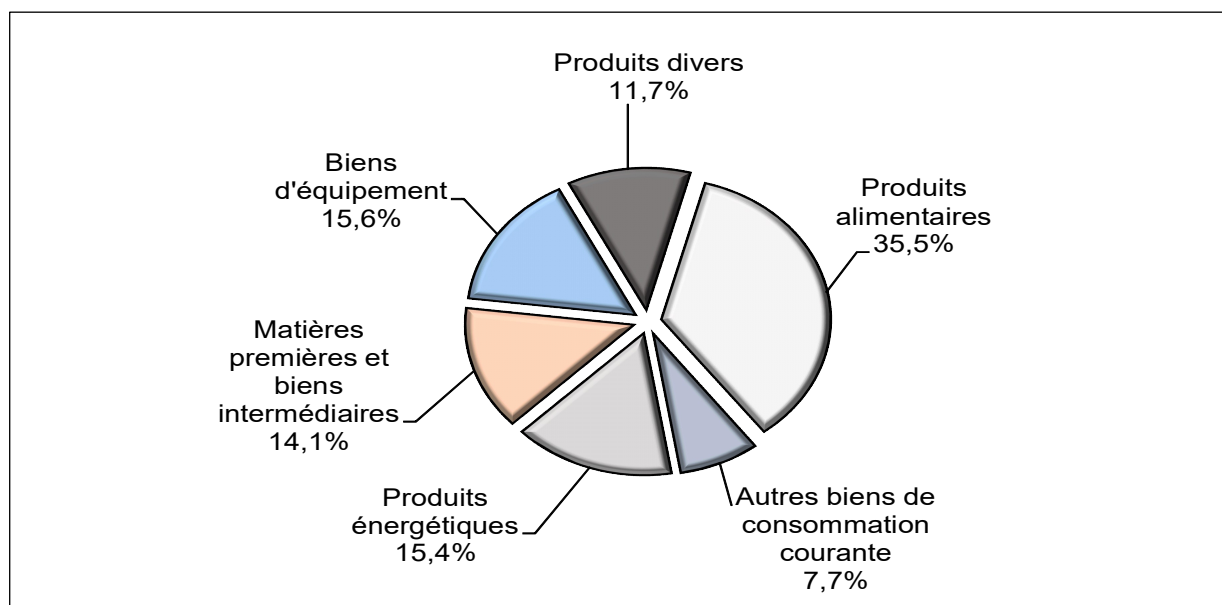
En 2017, la facture pétrolière a augmenté de 26,4%, en rapport avec la hausse du volume des importations de gasoil dont l'impact a été accentué par l'accroissement des cours des produits pétroliers.

Les acquisitions de biens intermédiaires, composées notamment de matériaux de construction, affiche une hausse de 33,2%, en rapport avec l'accroissement de l'investissement public et privé, avec la réhabilitation des infrastructures routières, et la poursuite des travaux d'installation d'une cimenterie et d'un hôtel Cinq étoiles ouvert en mai 2018.

Les acquisitions de biens d'équipement ont enregistré une hausse de 25,1%, en rapport avec l'accroissement d'investissement. Les hausses ont principalement été portées par les importations de véhicules, de groupes électrogènes et convertisseurs électriques, de machines et appareils électriques. Ces biens sont importés du Portugal, du Sénégal, d'Espagne, de la Chine et d'Émirats Arabes Unis.

Les importations de produits divers ont enregistré une hausse de 22%, soutenue par l'achat des appareils médicaux divers et d'appareils de navigation.

Graphique 4 : Composition des importations de biens

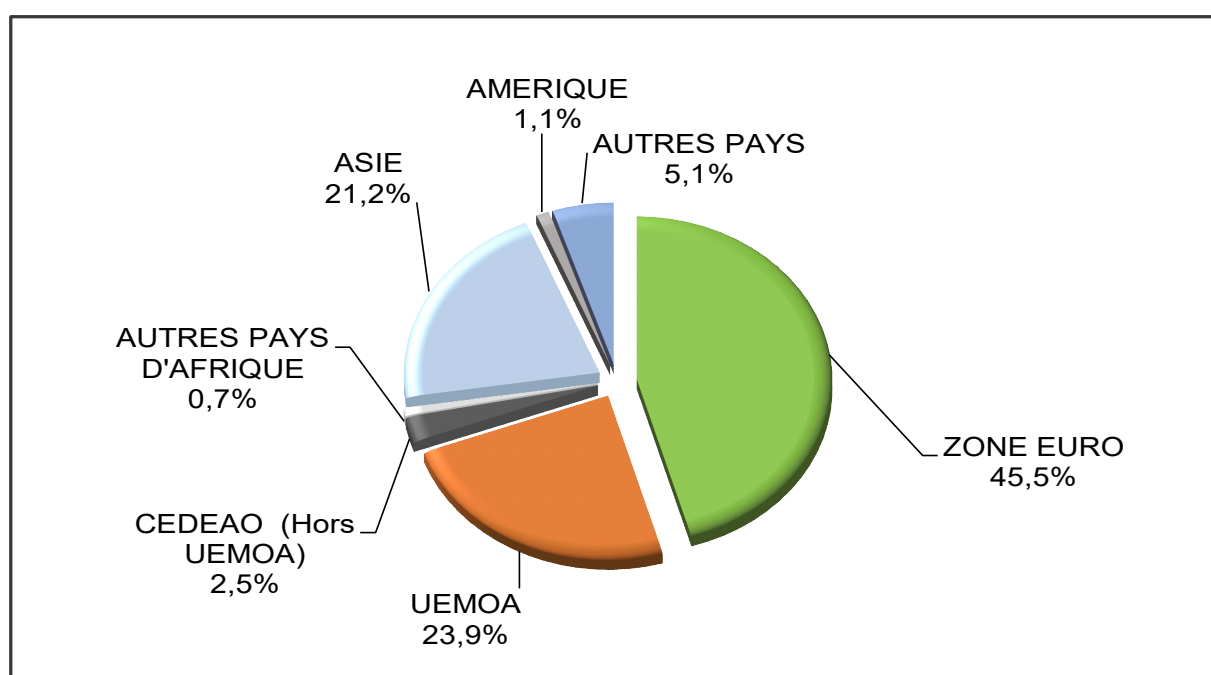


Source : BCEAO

1.1.2.3- Orientation géographique des importations

Le graphique 5 présente la ventilation géographique des importations de marchandises au cours de l'année 2017.

Graphique 5 : Orientation géographique des importations



Source : BCEAO

En 2017, l'Europe, principalement, la Zone Euro reste le premier fournisseur de la Guinée-Bissau. Son poids dans les importations totales s'est relevée à 45,5% contre 33,0% en 2016. Ces importations proviennent principalement du Portugal qui est le premier pays fournisseur de la Guinée-Bissau avec une part dans les importations totales estimée à 35,4%. Les importations en provenance de la Zone Euro sont constituées, pour la plupart, de produits pétroliers (Huiles de pétrole, gas-oil, essences, Gaz), de produits alimentaires (blé et boissons essentiellement), et de biens d'équipements (matériaux de transport, machines et appareils mécaniques et électriques). La hausse des parts de marché enregistrée en 2017 est expliquée par l'accroissement des importations en provenance du Portugal.

Le continent africain est le second fournisseur de la Guinée-Bissau, soutenu par les échanges avec le Sénégal qui est le second fournisseur de la Guinée-Bissau. Les biens acquis sur le continent africain sont dominés par les produits alimentaires et le pétrole raffiné. La part moyenne des importations en provenance de l'Afrique s'est située à 27,1% en 2017 contre 30,7% en 2016. Cette baisse fait suite au recul des importations en provenance de la Gambie, qui sont passées de 8.130,9 millions en 2016 à 4.113,0 millions en 2017. Le repli des importations en provenance de la Gambie s'explique par la forte baisse des acquisitions de riz et de sucre enregistrées.

Tableau 10 : Evolution des Importations en provenance des autres pays de l'UEMOA

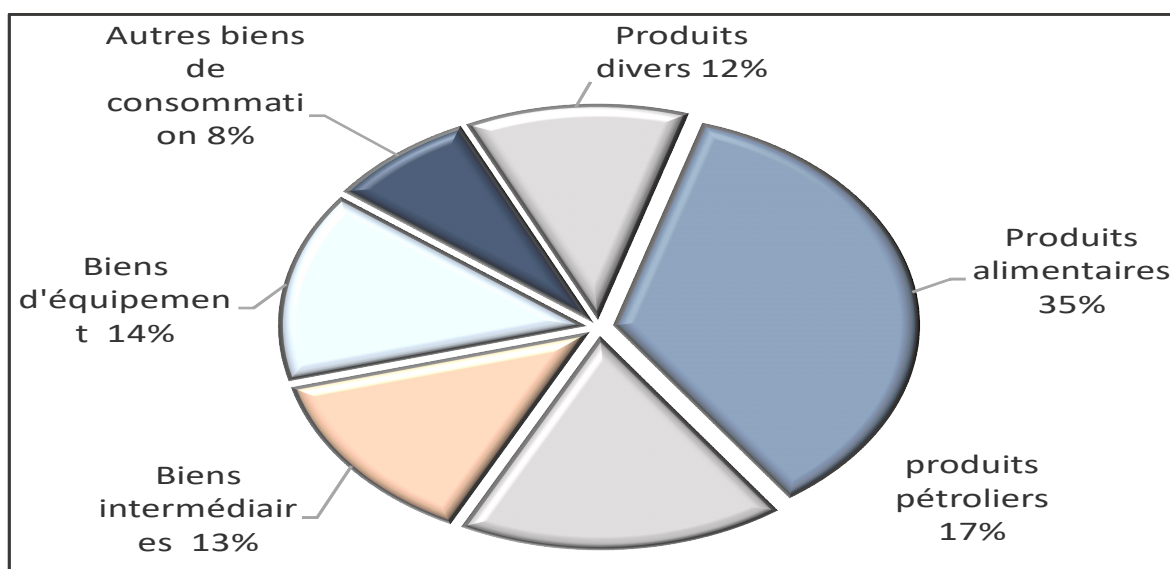
(En millions de F CFA)

Pays	2013	2014	2015	2016	2017
Bénin	85,4	103,5	10,9	9,0	32,3
Burkina	24,4	0,0	0,0	13,0	1,9
Côte d'Ivoire	221,3	443,0	459,0	1.299,4	654,9
Mali	372,2	224,5	124,3	80,8	309,9
Niger	0,0	0	0	1,9	70,1
Sénégal	46.879,2	52.861,0	48.159,7	35.583,6	39.307,6
Togo	56,6	26,4	1.277,5	455,0	41,1
UEMOA	47.639,1	53.658,4	50.031,4	37.442,7	40.417,8

Source : BCEAO

Les importations en provenance des autres pays de l'UEMOA seraient constituées principalement de produits alimentaires (35,0%), de produits pétroliers (19,0%), de biens équipements (16,0%) et de biens intermédiaires (2,0%). En 2017, les importations de produits alimentaires ont concerné principalement les produits laitiers, le riz et le blé. Les biens intermédiaires importés portent principalement sur les matériaux de construction, notamment le ciment.

Graphique 6 : Structure des importations en provenance des autres pays de l'Union



Source : BCEAO

Les acquisitions de biens en provenance du continent asiatique sont soutenues par les importations de riz du Pakistan et les achats de biens d'équipements et intermédiaires de la Chine, de l'Inde et Singapour. Ces acquisitions ont représenté 20,0% des importations totales en 2017 contre 28,5% en 2016, en rapport avec le recul des importations en provenance de la Malaisie, de la Thaïlande, et des Émirats Arabes Unis.

Les achats en provenance du continent américain ont représenté 1,1% du total des importations en 2017 contre 0,4% en 2016. Le Brésil demeure le premier partenaire du pays au niveau du continent américain, avec une part dans les importations totales du pays estimée à 1,0% en 2017 contre 0,4% en 2016.

Tableau 11 : Ventilation géographique des importations de marchandises

(En millions de FCFA)										
	2013		2014		2015		2016		2017	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
EUROPE	35.442,3	33,7%	44.185,1	34,4%	54.490,9	36,7%	54.595,1	33,0%	76.967,1	45,48%
U. EUROPÉENNE (ZONE EURO)	34.564,9	32,9%	43.003,5	33,5%	51.813,4	34,9%	53.570,2	32,3%	76.967,1	45,5%
Belgique	139,8	0,1%	8,0	0,0%	577,7	0,4%	191,0	0,1%	633,8	0,4%
France	701,4	0,7%	1.615,5	1,3%	1.343,4	0,9%	1.220,8	0,7%	1.082,2	0,6%
Allemagne	581,5	0,6%	500,6	0,4%	652,8	0,4%	308,4	0,2%	785,8	0,5%
Italie	741,4	0,7%	3.623,7	2,8%	4.765,1	3,2%	3.514,4	2,1%	1.494,6	0,9%
Pays-Bas	3.668,9	3,5%	4.680,2	3,6%	5.068,9	3,4%	6.436,2	3,9%	6.466,8	3,8%
Portugal	26.771,8	25,5%	27.570,0	21,5%	34.479,0	23,2%	38.283,7	23,1%	59.941,5	35,4%
Espagne	1.960,0	1,9%	5.005,4	3,9%	4.926,5	3,3%	3.615,8	2,2%	6.562,4	3,9%
AUTRES PAYS DE L'UE	52,8	0,1%	0,0	0,0%	160,3	0,1%	80,0	0,0%	0,0	0,0%
Royaume-Uni	52,8	0,1%	0,0	0,0%	160,3	0,1%	75,5	0,0%	604,2	0,4%
AUTRES PAYS D'EUROPE	824,6	0,8%	1.181,6	0,9%	2.517,2	1,7%	944,9	0,6%	0,0	0,0%
Suisse	87,4	0,1%	63,8	0,0%	144,6	0,1%	70,5	0,0%	0,0	0,0%
Turkie	737,2	0,7%	1.117,9	0,9%	2.372,6	1,6%	874,4	0,5%	678,6	0,4%
Russie	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%
Suède	0,0	0,0%	0,0	0,0%	1.601,3	1,1%	1.016,8	0,6%	0,0	0,0%
AFRIQUE	51.205,0	48,8%	57.671,9	44,9%	56.142,6	37,8%	50.896,5	30,7%	45.923,5	27,1%
UEMOA	47.639,1	45,4%	53.658,4	41,8%	50.331,4	33,9%	37.442,7	22,6%	40.417,8	23,9%
Bénin	85,4	0,1%	103,5	0,1%	10,9	0,0%	9,0	0,0%	32,3	0,0%
Burkina	24,4	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	13,0	0,0%	1,9	0,0%
Côte d'Ivoire	221,3	0,2%	443,0	0,3%	459,0	0,3%	1.299,4	0,8%	654,9	0,4%
Mali	372,2	0,4%	224,5	0,2%	424,3	0,3%	80,8	0,0%	309,9	0,2%
Niger	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	1,9	0,0%	70,1	0,0%
Sénégal	46.879,2	44,6%	52.861,0	41,2%	48.159,7	32,4%	35.583,6	21,5%	39.307,6	23,2%
Togo	56,6	0,1%	26,4	0,0%	1.277,5	0,9%	455,0	0,3%	41,1	0,0%
CEDEAO (hors UEMOA)	2.388,8	2,3%	3.165,8	2,5%	4.242,4	2,9%	9.972,2	6,0%	4.285,5	2,5%
Cap - Vert	388,2	0,4%	961,6	0,7%	13,5	0,0%	1010,24	0,6%	2	0,0%
Gambie	1.404,6	1,3%	2.046,5	1,6%	4.098,9	2,8%	8130,96	4,9%	4113	2,4%
Ghana	11,0	0,0%	46,8	0,0%	89,5	0,1%	143,08	0,1%	92,9	0,1%
R. Guinée	65,1	0,1%	110,8	0,1%	40,5	0,0%	668,73	0,4%	44,4	0,0%
Nigéria	519,9	0,5%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	19,23	0,0%	33,2	0,0%
CEMAC	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	3,9	0,0%	0,0	0,0%
Cameroun	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	2,37	0,0%	0	0,0%
Gabon	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	1,49	0,0%	0	0,0%
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	1.177,1	1,1%	847,7	0,7%	1.568,8	1,1%	3.477,7	2,1%	1.220,2	0,7%
Algérie	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Angola	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	46,92	0,0%	18,5	0,0%
Libye	0,0	0,0%	8,4	0,0%	9,4	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Mauritanie	32,0	0,0%	18,0	0,0%	8,1	0,0%	34,58	0,0%	48,3	0,0%
Maroc	996,3	0,9%	719,5	0,6%	1.154,0	0,8%	3044,43	1,8%	852,6	0,5%
Afrique du Sud	57,7	0,1%	43,7	0,0%	311,7	0,2%	238,8	0,1%	105,5	0,1%
Tunisie	4,1	0,0%	0,0	0,0%	54,9	0,0%	9,49	0,0%	165,2	0,1%
Egypte	87,1	0,1%	58,1	0,0%	30,7	0,0%	103,47	0,1%	30,1	0,0%
AMERIQUE	1.803,9	1,7%	1.096,2	0,9%	1.626,3	1,1%	659,4	0,4%	1.816,5	1,1%
Antigua	15,6	0,0%	14,8	0,0%	10,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%
Argentine	0,0	0,0%	0,0	0,0%	5,7	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%
Brésil	1.101,0	1,0%	992,0	0,8%	1.127,8	0,8%	625,14	0,4%	1614,2	1,0%
Canada	0,0	0,0%	0,0	0,0%	4,1	0,0%	34,25	0,0%	1,3	0,0%
Cuba	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%
Panama	0,0	0,0%	30,3	0,0%	300,0	0,2%	0,0	0,0%	0,0	0,0%
Etats-Unis	687,3	0,7%	59,0	0,0%	178,7	0,1%	0,0	0,0%	201,0	0,1%
ASIE	12.814,9	12,2%	19.591,6	15,3%	29.742,2	20,0%	47.226,3	28,5%	35.910,4	21,2%
Chine	872,8	0,8%	2.264,2	1,8%	6.427,2	4,3%	9.721,9	5,9%	9.020,4	5,3%
Inde	3.871,8	3,7%	7.133,0	5,6%	5.871,8	4,0%	8.294,4	5,0%	7.163,6	4,2%
Japon	226,1	0,2%	46,7	0,0%	46,5	0,0%	0,0	0,0%	8,6	0,0%
Corea	32,3	0,0%	0,0	0,0%	71,2	0,0%	220,0	0,1%	0,0	0,0%
Liban	148,8	0,1%	73,4	0,1%	208,6	0,1%	2.294,0	1,4%	106,4	0,1%
Malasie	835,8	0,8%	861,6	0,7%	1.093,2	0,7%	3.402,9	2,1%	1.023,6	0,6%
Pakistan	5.197,4	4,9%	6.400,1	5,0%	10.826,0	7,3%	14.718,5	8,9%	14.271,8	8,4%
Singapour	410,4	0,4%	896,4	0,7%	1.322,2	0,9%	2.345,3	1,4%	1.594,1	0,9%
Vietnam	464,5	0,4%	791,7	0,6%	560,6	0,4%	0,0	0,0%	0,0	0,0%
Thaïlande	70,2	0,1%	634,9	0,5%	1.496,6	1,0%	2.664,8	1,6%	396,7	0,2%
Emirats Arabes Unis	470,4	0,4%	331,1	0,3%	1.108,8	0,7%	2.708,7	1,6%	2.097,8	1,2%
Indonésie	214,4	0,2%	158,3	0,1%	709,4	0,5%	855,9	0,5%	227,4	0,1%
Timor Oriental	0,0	0,0%	0,0	0,0%	11,8	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%
AUTRES PAYS	3.764,2	3,6%	5.905,0	4,6%	6.472,0	4,4%	12.300,0	7,4%	8.597,3	5,1%
TOTAL GENERAL	105.030,4	100,0%	128.449,7	100,0%	148.474,0	100,0%	165.677,3	100,0%	169.214,8	100,0%
EUROPE	35.442,3	33,7%	44.185,1	34,4%	54.490,9	36,7%	54.595,1	33,0%	76.967,1	45,5%
AFRIQUE	51.205,0	48,8%	57.671,9	44,9%	56.142,6	37,8%	50.896,5	30,7%	45.923,5	27,1%
AMERIQUE	1.803,9	1,7%	1.096,2	0,9%	1.626,3	1,1%	659,4	0,4%	1.816,5	1,1%
ASIE	12.814,9	12,2%	19.591,6	15,3%	29.742,2	20,0%	47.226,3	28,5%	35.910,4	21,2%

Sources : Douanes, BCEAO

1.2- Balance de services

En 2017, le solde déficitaire de la balance des services, s'est établi à 69.844,7 millions contre 60.967,7 millions l'année précédente, affichant ainsi une détérioration, qui résulte principalement de la hausse du fret.

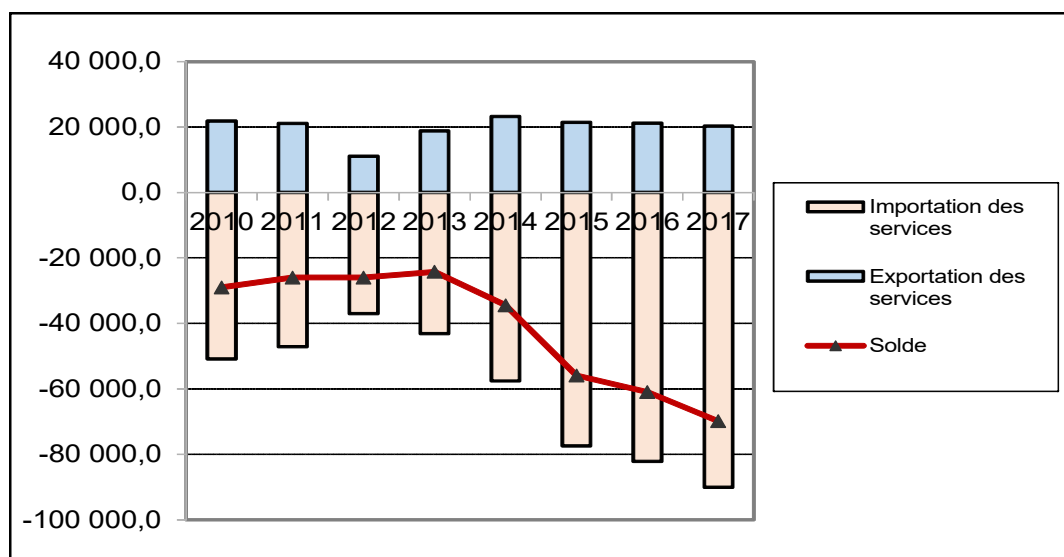
Tableau 12 : Evolution de la balance des services

(En millions de FCFA)

Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Transport	-14.902,6	-19.018,6	-24.568,7	-29.040,2	-33.751,2
<i>Dont fret</i>	-12.804,7	-18.686,9	-24.350,0	-27.171,0	-33.678,8
Voyage	-4.833,9	-16.041,4	-21.031,3	-21.788,3	-27.339,1
Autres services	-4.513,8	664,4	-10.340,7	-10.139,1	-8.754,4
Total services nets	-24.250,3	-34.395,6	-55.940,7	-60.967,6	-69.844,7

Source : BCEAO

Graphique 7 : Évolution de la balance des services (en millions de FCFA)

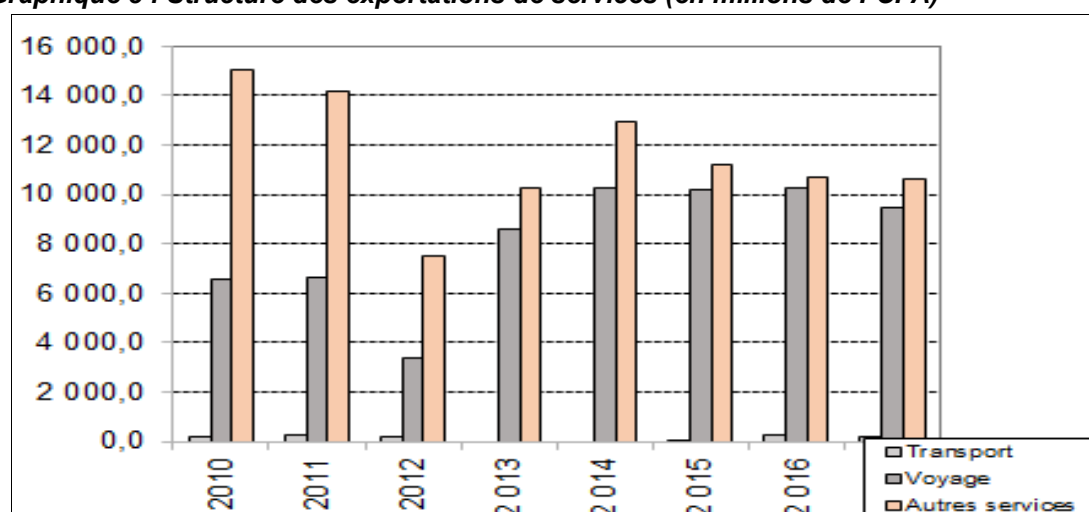


Source : BCEAO

1.2.1- Exportations de services

En 2017, les exportations des services ont connu une légère baisse. Elles se sont situées à 20.245,2 millions contre 21.185,6 millions en 2016. Le poste « voyage » a connu une baisse, se situant à 9.497,5 millions en 2017 contre 11.499,6 millions en 2016, en rapport avec la baisse des voyages à titre personnel, qui se situent à 8.530,0 millions contre 11.499,6 millions à l'année précédente. Les exportations au titre des « autres services » affiche une relative stabilité, se fixant à 9.497,5 millions en 2017. Le poste « transport » reste marginal.

Graphique 8 : Structure des exportations de services (en millions de FCFA)

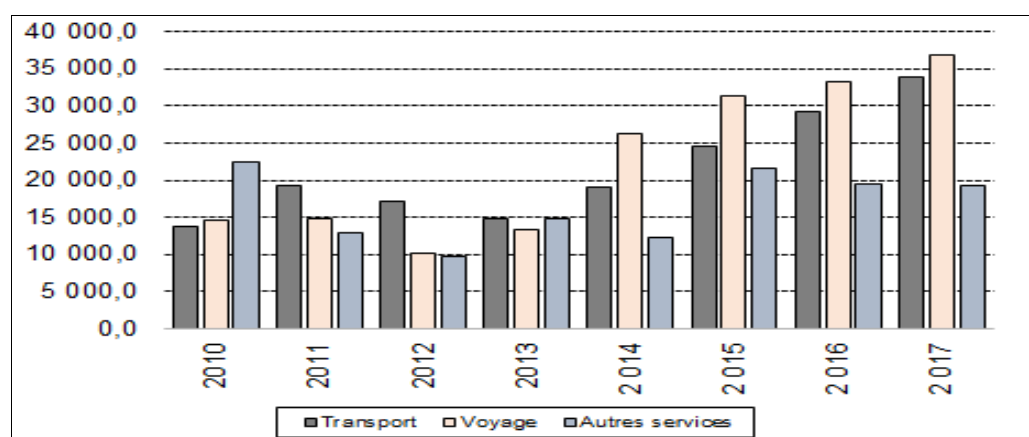


Source : BCEAO

1.2.2- Importations de services

En 2017, les importations de services se sont situées à 90.089,9 millions contre 82.153,5 millions en 2016. Le poste « Transport » a progressé de 4.626,4 millions, en rapport avec la hausse du Fret, induite par l'accroissement des importations. Le poste « Voyage » est passé de 33.287,9 millions en 2016 à 36.836,6 millions en 2017, soutenu par les dépenses de voyage à titre professionnel¹. S'agissant des importations d'autres services, elles ont enregistré une baisse de 238,7 millions, en rapport avec la baisse des autres services aux entreprises, notamment les services spécialisés et les services de conseil en gestion, dont l'impact a été atténué par la hausse des services de télécommunications.

Graphique 9: Structure des importations de services (en millions de FCFA)



Source : BCEAO

¹Les dépenses de voyage ont fortement progressé à partir de 2014 avec la prise en compte des dépenses de voyage des travailleurs saisonniers, ce qui explique la forte détérioration du solde enregistré à partir de cette année.

1.3- Compte des revenus primaires

La balance des revenus primaires est constituée de la rémunération des salariés, des revenus des investissements et des autres revenus primaires. L'excédent du compte s'est réduit, en rapport avec la hausse du déficit du compte des revenus des investissements et le non décaissements de la compensation financière de l'Union Européenne, dans le cadre des accords de pêches dont les négociations n'ont pas encore été conclues. Le solde des revenus du travail est ressorti à 8.531,2 millions contre 9.622,2 millions l'année précédente². Le solde des autres revenus primaires affiche un excédent de 5.238,4 millions en 2017 contre 10.625,3 millions en 2016, en rapport avec les retards dans la conclusion des accords de pêche avec l'UE.

Tableau 13 : Revenus primaires

(En millions de FCFA)

Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Rémunérations des salariés	-309,0	8.458,1	8.172,8	9.622,2	8.531,2
Revenus des investissements	-3.654,2	-2.529,96	-6.036,34	-2.625,1	-5.369,8
Autres revenus primaires	0,0	12.531,0	12.987,8	10.625,3	5.238,4
Revenu primaire net	-3.963,2	18.459,1	15.124,3	17.622,3	8.399,8

Source : BCEAO

Encadré 1 : Compensation financière et licences de pêche

La Guinée Bissau a conclu des accords de partenariat avec l'Union Européenne dans le secteur de la pêche. L'actuel accord est entré en vigueur depuis le 16 juin 2007 et tacitement reconduit pour des périodes de 4 ans. Il autorise les navires de l'UE venant principalement d'Espagne, du Portugal, d'Italie, de Grèce et de France à pêcher dans les eaux de la Guinée-Bissau, qui reçoit en contrepartie une compensation financière annuelle de €9,2 millions, dont €3 millions pour appuyer la politique de pêche. Le protocole actuel avec la Guinée-Bissau a été négocié entre les parties et paraphé en février 2012. En raison du coup d'État militaire du 12 avril 2012, l'adoption du protocole a été suspendue. Le 16 octobre 2014, l'ordre constitutionnel ayant été restauré en Guinée-Bissau, l'Union Européenne a adopté la décision relative à la signature et à l'application provisoire du protocole. En outre, les propriétaires de navires étrangers paient des droits de licence pour pêcher dans les eaux de la Guinée-Bissau. Ainsi, le pays a reçu en 2016, 5.434,5 millions au titre de la compensation financière et 3.914.0 millions au titre des licences. En 2017, l'Etat n'a pas reçu de compensation financière du fait de la non conclusion des négociations.

²Le solde du compte des rémunérations des salariés est ressorti excédentaire à partir de 2014 avec la prise en compte à partir de cette années des revenus des travailleurs saisonniers.

1.4- Compte des revenus secondaires

L'excédent du compte de revenu secondaire a affiché une hausse, en ressortant à 35.396,1 millions en 2017 contre 25.910,8 millions en 2016, en raison d'un accroissement des transferts des migrants et de ceux reçus par l'Etat dans le cadre de la coopération internationale.

Tableau 14 : Revenus secondaires

(En millions de FCFA)

Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Administration publique	1.861,7	23.631,6	6.534,9	1.424,6	9.605,0
Autres secteurs	15.250,8	19.253,4	19.866,5	24.486,2	25.791,1
<i>Dont envois de fonds des travailleurs</i>	12.363,0	19.177,6	19.356,9	23.235,1	24.503,2
Revenu secondaire net	17.112,4	42.884,9	26.401,4	25.910,8	35.396,1

Source : BCEAO

Les transferts courants publics nets sont ressortis en 2017 à 9.605,0 millions contre 1.424,6 millions en 2016, en rapport avec la hausse des appuis budgétaires et des autres transferts publics. Le solde des transferts privés³ nets affiche une augmentation. En effet, les transferts reçus en 2017 se sont situés à 41.741,2 millions contre 38.433,7 en 2016 millions, soit une hausse de 8,6%. S'agissant des transferts émis, ils se sont situés à 14.807,2 millions en 2017 contre 15.888,3 millions en 2016, soit une baisse de 6,8%. Les transferts reçus proviennent principalement des pays européens, particulièrement de la France (20,9%), de la Espagne (14,4), du Portugal (10,5), Royaume-Uni (9,0) de l'Allemagne (4,5%), des autres pays de l'Amérique, notamment du Brésil (5,5%) et des États-Unis (5,5%). Les transferts émis sont destinés principalement au Portugal (20,9%), au Sénégal (11,1%) et au Brésil (8,1%).

Encadré 2 : Evolution des appuis budgétaires mobilisés entre 2009-2017

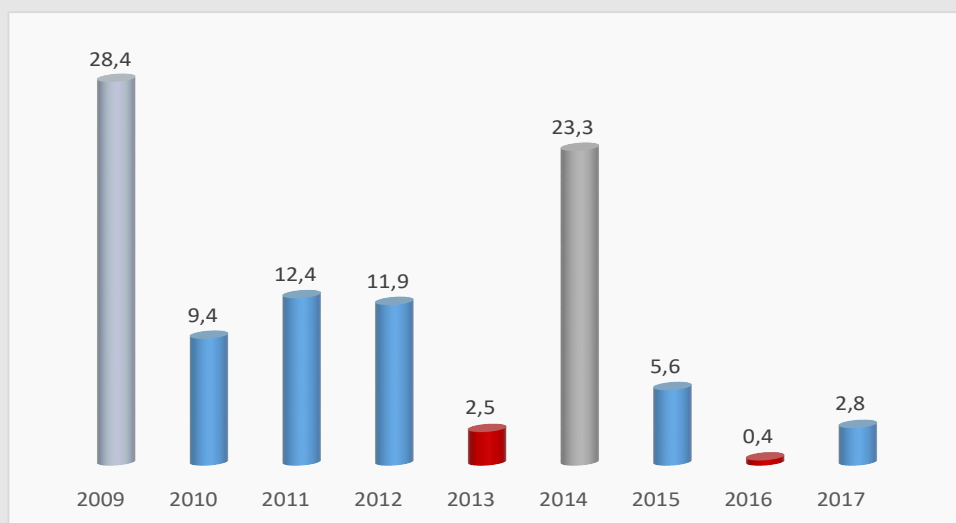
L'évolution des appuis budgétaires reçus par la Guinée-Bissau a été très volatile. En 2009, les appuis budgétaires ont atteint un montant record de 28,5 milliards de FCFA, sous l'impulsion des ressources reçues du FED (13,7 milliards), avant d'enregistrer une forte baisse en 2010 pour se fixer à 9,4 milliards de FCFA. En 2011, ces ressources se sont situées à 12,4 milliards, en hausse de 31,9% par rapport à 2010. Suite aux événements intervenus le 12 avril 2012 avec la suspension des relations avec l'UE, la BM, le FMI et la BAD, les appuis budgétaires sont inscrits à la baisse. En 2012, la baisse a été relativement faible du fait des appuis exceptionnels reçus des institutions communautaires sous régionales (CEDEAO, UEMOA). En revanche, le recul des appuis budgétaires s'est accentué en 2013 avec 2,5 milliards enregistrés contre 11,9 milliards un an plus tôt. La restauration de la normalité constitutionnelle en 2014 a favorisé la mobilisation des

³Une enquête sur les envois de fonds des travailleurs migrants a été réalisée en 2011 et les résultats de cette enquête ont permis une meilleure prise en compte de ces flux, dans le cadre de l'élaboration des statistiques de la balance des paiements. En 2016, les données sur ces flux ont été collectées auprès des banques de la place. En dehors de ces circuits officiels, les ménages passent également par des canaux informels pour réaliser des transferts ou recevoir des fonds. Ces flux sont pris en compte dans le cadre de l'élaboration de la balance des paiements, en utilisant les résultats issus de l'enquête réalisée en 2011.

ressources extérieures et les appuis budgétaires ont atteint 23,3 milliards dont 9,0 milliards pour l'organisation des scrutins électorales. Les appuis budgétaires (hors élections) reçus proviennent principalement de la BM (4.600 millions) , de l'UE (6.559,6 millions) et de Timor (3.000 millions). La crise institutionnelle observée à partir du mois d'août 2015, avec la suspension du programme conclu avec le FMI et sa restauration à fin 2016, n'ont pas favorisé la mobilisation des appuis budgétaires en 2015 et 2016. En 2017, les appuis budgétaires se sont situés à 2,8 milliards de FCFA contre 0,8 milliards de FCFA en 2016.

Évolution des appuis budgétaires mobilisés par la Guinée-Bissau

En milliards de FCFA



Sources : Ministère des Finances

II- COMPTE DE CAPITAL

2.1- Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits

Ce compte enregistre les transactions relatives aux acquisitions et cessions d'actifs corporels (terre, ressources du sous-sol, etc...) qui sont utiles ou indispensables à la production de biens et services et des actifs incorporels intangibles (brevets, droits d'auteurs, marques commerciales, etc...). En 2017, ce poste a enregistré de déficit de 699,0 millions de FCFA, en rapport avec les acquisitions réalisées par une entreprise de télécommunication dans le cadre de ses activités.

2.2- Transferts de capital

L'excédent du solde du compte de capital a enregistré une forte hausse, s'établissant à 60.581,1 millions de FCFA en 2017 contre 29.564,1 millions de FCFA l'année précédente, en rapport avec l'accroissement des transferts destinés au financement des projets publics et les remises de dettes

enregistrées. En effet, au cours de la période, l'Etat a bénéficié d'une remise de 25.000 millions de FCFA sur la dette vis-à-vis de Exim Bank de Taiwan, contractée en 1990 et 1991. S'agissant du financement des projets dans les secteurs sociaux et des infrastructures, l'Etat a reçu des appuis financiers notamment, du PNUD (1.725,4 millions), de l'UNICEF (10.696,4 millions), de la BM (4.335,8 millions), du FM (6.835,0 millions) et de la Commission de l'UEMOA (1.164,3 millions).

Les transferts des autres secteurs, destinés principalement aux ONGs intervenant dans les secteurs sociaux et dans l'agriculture, affiche une relative stabilité par rapport à 2016, se situant à 1.421,9 millions.

Tableau 15 : Compte de capital

(En millions de FCFA)

Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	0,0	0,0	0,0	0,0	-699,0
Transferts de capital	15.822,1	27.395,9	35.382,1	29.564,1	61.280,1
Administration publique	8.816,0	26.100,0	34.826,1	28.065,2	59.867,2
Dont remises de dettes	0,0	0,0	0,0	738,5	25.000,0
Autres secteurs	7.006,1	1.295,9	556,0	1.498,9	1.412,9
Solde du compte de capital	15.822,1	27.395,9	35.382,1	29.564,1	60.581,1

Source : BCEAO

III- COMPTE FINANCIER

Le compte financier, selon l'optique BCEAO, englobe les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets des passifs vis-à-vis des non-résidents. Il est composé des investissements directs, des investissements de portefeuille, des dérivés financiers ainsi que des autres investissements. Le tableau 16, présente l'évolution de ce compte de 2013 à 2017.

Tableau 16 : Compte financier

(En millions de FCFA)

Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Investissements directs	-9.701,9	-12.906,89	-9.599,25	-13.954,80	-8.917,20
Investissements de portefeuille	0,0	-9.505,61	-4.960,61	-10.800,00	-8.478,00
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-6.169,7	-17.178,95	18.688,50	18.073,00	52.687,90
Solde du compte du compte financier	-15.871,6	-39.591,45	4.128,64	-6.681,80	35.292,70

Source : BCEAO

3.1- Investissements directs étrangers

Les investissements directs sont constitués de nouvelles prises de participation dans le capital, des bénéfices réinvestis ainsi que des dettes et créances entre entreprises apparentées. Au cours de l'année 2017, les entrées nettes au titre des Investissements directs étrangers, c'est-à-dire, le stock

des investissements des privés non-résidents dont les montants représentent individuellement au moins 10% du capital social, se sont accrus de 8.917,2 millions contre 13.954,8 millions en 2016. Les principaux secteurs bénéficiaires de ces flux sont les secteurs hôteliers, des télécommunications et le secteur industriel, avec la poursuite des travaux de construction de trois complexes hôteliers, et la construction d'une cimenterie. Par instruments, ces flux sont induits principalement par des renforcements des capitaux propres. Le repli des flux d'investissement en 2017 par rapport l'année précédente s'explique par l'absence de nouveaux projets d'investissement d'envergure porté par le secteur privé sous forme d'IDE.

A fin 2017, le stock des ressources mobilisées au titre des investissements directs étrangers s'est établi à 109.400,0 millions de FCFA dont 44.717,7 millions proviennent des autres pays de l'UEMOA, 24.406,0 millions de la zone euro, 15.352,6 millions des autres pays de l'Afrique hors CEDEAO, CEMAC et UEMOA, 10.278,4 millions de l'Asie et 5102,0 millions de l'Amérique.

Encadré 3 : dispositif de l'Union en matière de suivi des Investissements Directs Etrangers (IDE)

Dans le cadre du processus d'amélioration de la disponibilité et de la qualité des données des comptes extérieurs, le dispositif d'élaboration de la balance des paiements de l'Union a été renforcé, avec l'administration à compter de 2009, d'un formulaire complémentaire destiné au recueil d'informations sur les fonds propres des entreprises. Ce formulaire, administré conjointement avec le questionnaire de la balance des paiements transmis aux entreprises, permet de recueillir des renseignements sur les investissements étrangers, selon l'orientation géographique et sectorielle. Le formulaire de collecte des données sur les IDE a été complété en intégrant à partir de 2011, les opérations d'emprunt, de crédits commerciaux et de dépôts, qui sont classées parmi les investissements étrangers au sein de la balance des paiements.

Ainsi, ce dispositif permet d'approfondir les analyses sur les investissements directs étrangers et de faire ressortir les risques pesant sur les financements extérieurs de nos Etats, en facilitant une décomposition des flux par secteur, par instruments de dette et par partenaires. De même, ces données contribuent au renforcement des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA, à travers un élargissement de leur champ de couverture aux corrections d'asymétries sur les flux intracommunautaires au titre des investissements directs étrangers (IDE). Elles permettent également aux pays de l'Union de participer à l'Enquête Coordonnée sur les Investissements Directs (ECID), dont l'adhésion à compter de l'édition 2011 a été autorisée par les Autorités de la Banque Centrale.

3.2- Investissements de portefeuille

Au cours de l'année 2017, les entrées nettes au titre des Investissements de portefeuille se sont situées à 8.478,0 millions contre 10.800,0 millions de FCFA. Elles concernent principalement les

titres émis par le Trésor Public et acquis par les banques des autres pays de l'UEMOA. Le repli des entrées nettes des Investissements de portefeuille enregistrée en 2017 s'explique par la baisse des émissions de titres publics.

3.3- Dérivés financiers

Aucun montant n'a été enregistré sous cette rubrique.

3.4- Autres investissements

Les autres investissements sont constitués principalement des crédits commerciaux, des numéraires et dépôts, les transactions liées à l'endettement public et les autres comptes à payer et/ou à recevoir. En 2017, le solde net des autres investissements a connu une forte détérioration avec des sorties nettes de 52.687,9 millions, en rapport avec la comptabilisation des remises de dettes⁴, les dépôts constitués et les crédits commerciaux octroyés par les entreprises intervenant dans le secteur de commercialisation de la noix de cajou. L'impact de ces évolutions a été quelque peu atténué par les décaissements reçus par l'Etat pour le financement des projets publics.

IV- CAPITAUX MONETAIRES

4.1- Avoirs et engagements de la Banque Centrale

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale sont établis à 185.904,0 millions à fin 2017 contre 163.507,3 millions à fin 2016, traduisant ainsi un accroissement de 22.396,7 millions. Ainsi, les avoirs extérieurs bruts sont passés de 213.947,7 millions à fin 2016 à 246.298,1 millions à fin 2017. S'agissant des engagements extérieurs bruts de la Banque Centrale, ils enregistrent une hausse de 9.953,7 millions en 2017, se fixant à 60.394,1 millions à fin 2017.

4.2- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts

La position extérieure nette des banques et des autres Institutions de dépôts à fin 2017 est ressortie créditrice de 73.293,7 millions contre 77.072,0 millions l'année précédente, soit une détérioration de 3.788,3 millions.

4.3- Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts

Les variations de la position de la Banque Centrale et de celle des banques de dépôts ont conduit à un solde excédentaire de 18.618,4 millions en 2017 contre 33.846,0 millions un an auparavant.

⁴Les remises de dettes à hauteur de 25,0 milliards de FCFA sont comptabilisé au niveau du compte de capital et par la suite en paiement au compte financier.

Tableau 17 : Correspondance des statistiques monétaires et celles de la balance des paiements

(en millions de FCFA)

I- AVOIRS ET ENGAGEMENTS DE LA BCEAO						
Avoirs	2013	2014	2015	2016	2017	Variation
- Statistiques monétaires	109 319,7	158 292,4	220 926,2	217 924,8	249 096,4	31 171,6
- Position de réserve	-86,3	943,9	456,1	3 821,6	2 026,9	-1 794,7
- DTS détenus	-9 076,9	-9 693,3	-10 338,5	-11 058,0	-13 899,9	-2 841,9
- Réévaluation et flux non transactionnels	5 865,0	24 321,7	6 225,7	6 452,5	5 274,0	-1 178,5
- Autres Ajustements	341,5	-720,5	-291,2	-3 193,2	3 800,7	6 993,9
Total avoirs -Statistiques de la Balance des Paiements	106 363,0	173 144,2	216 978,3	213 947,7	246 298,1	32 350,4
Engagements						
- Statistiques monétaires	52 927,0	38 024,9	61 387,9	64 802,3	72 872,1	8 069,8
- Allocation de DTS	9 971,1	10 649,6	11 358,9	11 381,0	10 597,2	-783,8
- Réévaluation et flux non transactionnels	208,6	19 105,6	-773,9	-49,7	1 050,5	1 100,1
- Autres Ajustement	2 320,1	-1 465,5	-2 176,8	-2 931,2	-2 931,2	0,0
Total engagements - statistiques de la Balance des Paiements	45 484,6	45 015,4	47 078,3	50 440,4	60 394,1	9 953,7
II- AVOIRS ET ENGAGEMENTS DES BANQUES DE DEPOTS						
Avoirs	2013	2014	2015	2016	2017	Variation
- Statistiques monétaires	44 135,0	36 784,0	30 806,0	66 365,0	81 593,7	15 228,7
- Débiteurs divers	238,0	0,0	152,0	11 577,0	11 989,0	412,0
- Billets externes UMOA	2 271,0	4 700,0	4 200,0	3 037,0	4 439,0	1 402,0
- Réévaluation et flux non transactionnels	-17 828,0	-3 592,0	12 526,0	8 347,0	341,0	-8 006,0
- Ajustements	3 512,0	7 694,0	4 602,0	5 955,0	-3 667,0	-9 622,0
Total avoirs -Statistiques de la Balance des Paiements	32 328,0	45 586,0	52 286,0	95 281,0	94 695,7	-585,3
Engagements						
- Statistiques monétaires	8 175,0	5 425,0	22 900,0	17 962,0	33 355,3	15 393,3
- Réévaluation et flux non transactionnels	-12 184,0	-6 218,0	-11 566,0	2 100,0	-3 500,0	-5 600,0
- Ajustements	2 530,7	3 575,7	4 118,9	-1 853,0	-8 453,3	-6 600,3
Total engagements - statistiques de la Balance des Paiements	-1 478,3	2 782,7	15 452,9	18 209,0	21 402,0	3 193,0

Source : BCEAO

V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE

5.1- Évolution de la position extérieure globale nette

A fin 2017, la position extérieure globale nette s'est établie à -101.821,3 millions contre -156.437,8 millions en 2016, soit une détérioration de 54.616,5 milliards, en rapport avec une hausse des actifs plus important que celle du stock de passif.

Le stock d'actifs financiers s'est établi à 405.684,3 millions à fin 2017, en hausse de 56.287,6 millions par rapport à 2016. Cette évolution fait suite à un accroissement de 49.154,6 millions des placements au titre des autres investissements et de 6.507,3 millions des placements au titre des investissements portefeuille.

S'agissant du stock de passif, il s'est établi à 507.505,6 millions à fin 2017, en hausse de 25.946,6 millions par rapport à l'année précédente, suite à une augmentation de 9.111,2 millions du stock des investissements directs dans le pays, de 8.983,0 millions du stock d'engagements au titre des investissements de portefeuille et de 3.186,4 millions du stock des autres investissements.

Tableau 18 : Variation de la position extérieure globale*(En millions de FCFA)*

Poste	Début de période	Autres flux	Fin de période
Stock d'actifs financiers	331.671,1	-1.178,5	405.684,3
Investissements directs	1.312,0	0,0	1.506,0
Investissements de portefeuille	50.439,3	0,0	43.932,0
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	61.995,0	0,0	111.149,6
Avoirs de réserves	217.924,8	-1.178,5	249.096,7
Stocks de passifs financiers	488.108,9	-1.883,9	507.505,6
Investissements directs	100.296,5	0,0	109.407,7
Investissements de portefeuille	30.013,0	0,0	38.996,0
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	357.799,4	-1.883,9	359.101,9
Position extérieure globale nette (A) - (B)	-156.437,8	705,4	-101.821,3

Source : BCEAO

5.2- Ventilation sectorielle de la position extérieure globale

Le stock d'actifs est détenu essentiellement par la Banque Centrale à travers les avoirs de réserves qui représentent 61,4% du total des actifs financiers. Les autres institutions de dépôts détiennent 27,01% du stock des avoirs financiers contre 11,4% des autres sociétés dont les avoirs sont constitués principalement de dépôts et des crédits commerciaux consentis à leur clientèle.

Le stock des engagements financiers concerne principalement l'Administration Publique, les sociétés non financières et la Banque Centrale. Il concerne principalement la dette publique et les investissements directs étrangers. Le stock des IDE s'est situé à 109.407,7 millions de FCFA et les principaux secteurs bénéficiaires sont les télécommunications, le secteur bancaire, le secteur d'hôtellerie et de restauration, le commerce et le secteur des BTP.

Tableau 19 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale (fin de période)

(En millions de FCFA)

Poste	Banque centrale	Autres institutions de dépôts	Administration publique	Sous total	Autres secteurs		Total
					Autres Sté. Financières	Sté. Non Financières	
Stock d'actifs financiers	249.096,7	69.579,0	970,9	319.646,6	509,1	85.528,6	405.684,30
Investissements directs	0,0	1.506,0	0,0	1.506,0	0,0	0,0	1.506,00
Investissements de portefeuille	0,0	43.102,0	0,0	43.102,0	0,0	830,0	43.932,00
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	0,0	24.971,0	970,9	25.941,9	509,1	84.698,6	111.149,60
Avoirs de réserves	249.096,7	0,0	0,0	249.096,7	0,0	0,0	249.096,7
Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	13.899,9	0,0	0,0	13.899,9	0,0	0,0	13.899,9
Position de réserve au FMI	2.026,9	0,0	0,0	2.026,9	0,0	0,0	2.026,9
Autres avoirs de réserve	233.169,9	0,0	0,0	233.169,9	0,0	0,0	233.169,9
							0,0
Stocks de passifs financiers	72.872,2	42.293,0	284.588,0	399.753,2	0,0	107.752,4	507.505,58
Investissements directs	0,0	11.830,00	0,0	11.830,0	0,0	97.577,68	109.407,68
Investissements de portefeuille	0,0	0,0	37.487,0	37.487,0	0,0	1.509,0	38.996,00
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	72.872,2	30.463,0	247.101,0	350.436,2	0,0	8.665,7	359.101,90
Position extérieure globale nette	176.224,5	27.286,0	-283.617,1	-80.106,6	509,1	-22.223,8	-101.821,3

Source : BCEAO

5.3- Structure géographique de la position extérieure globale

L'analyse de la structure géographique de la position extérieure globale nette du pays à fin 2017, fait ressortir une situation débitrice avec la Zone Euro (34.235,0 millions), les autres pays de l'Union (114,343,8 millions) et une situation excédentaire avec les pays des autres régions du monde (44.757,3 millions). Le déficit avec la Zone Euro provient exclusivement des investissements directs étrangers reçus des résidents de cette sous-région.

Quant aux engagements nets vis-à-vis des autres pays de l'Union, ils sont constitués essentiellement des investissements directs étrangers, des tirages au titre des prêts auprès des institutions multilatérales et des emprunts auprès du marché financier de l'Union. L'excédent vis-à-vis des pays autres que ceux de l'Union et de la Zone Euro est lié aux créances détenues sous forme d'avoirs de réserves par la Banque Centrale.

Au niveau du stock d'actifs financiers, 87,8% est détenu sur les pays autres que ceux de l'UEMOA et de la Zone Euro et 12,0% sur les autres pays de l'UEMOA. Les avoirs de réserve demeurent la principale composante (61,4%) dont la majeure partie (95,7%) est détenue sur les pays autres que ceux de l'UEMOA et de la Zone Euro. La totalité des investissements de portefeuille portent sur les titres publics émis par les autres pays de l'UEMOA et acquis par les banques locales. Les autres

investissements sont détenus principalement par les autres institutions de dépôts (64.971 millions) et les sociétés non financières (44.698.6 millions) .

S'agissant du stock de passifs financiers, 61,0% est détenu par les opérateurs résidents dans les pays autres ceux de l'UEMOA et de la Zone Euro, 32,1% par ceux résidents dans les autres pays de l'UEMOA, 6,9% par ceux de la Zone Euro. Le stock d'IDE se situe à 109.407,7 millions dont 40,9% est détenu par les opérateurs résidents dans les autres pays de l'Union, 32,6% par les opérateurs de la Zone Euro, et 26,5% par ceux des autres pays.

Le stock d'investissement de portefeuille se situe à 38.996,0 millions, détenu par les banques des autres pays de l'UEMOA. Le stock des autres investissements est détenu à hauteur de 75,3% par les opérateurs des pays autres que ceux de l'UEMOA et de la Zone Euro et 24,2% par les opérateurs des autres pays de l'UEMOA.

Tableau 20 : Répartition géographique de la position extérieure globale

(En millions de FCFA)

Poste	Début de période	Autres flux	Fin de période
Stock d'actifs financiers	331.671,1	-1.178,5	405.684,3
EURO	348,0	0,0	847,0
UEMOA	27.097,8	0,0	48.486,8
AUTRES	304.225,3	-1.178,5	356.350,5
Stocks de passifs financiers	488.108,9	-1.883,9	507.505,6
EURO	38.762,0	0,0	35.082,0
UEMOA	141.837,9	0,0	162.830,6
AUTRES	307.509,0	-1.883,9	309.593,0
Position extérieure globale nette (A) - (B)	-156.437,8	705,4	-101.821,3

Source : BCEAO

CONCLUSION

L'évolution des transactions extérieures en 2017 est caractérisée par un excédent du solde global de la balance des paiements (18.618,4 millions) plus faible par rapport à 2016 (33.846,0 millions) malgré le niveau élevé des cours à l'exportation de la noix de cajou. Le solde du compte courant dégage un excédent pour la quatrième année consécutive en rapport principalement avec le niveau élevé des prix à l'exportation de la noix de cajou. Ces évolutions illustrent la vulnérabilité de l'économie face aux chocs externes avec une forte dépendance vis-à-vis de la filière de cajou dont les performances enregistrées ont permis d'accroître sensiblement la valeur des exportations. Le déficit de la balance des services reste important et s'accroît avec les importations qui suivent une tendance haussière du fait des besoins en produits céréaliers, en biens intermédiaires et d'équipements nécessaires aux investissements. Les actions engagées pour garantir la domiciliation et l'encaissement des recettes d'exportation ont contribué à dégager un excédent du solde global de la balance des paiements.

L'analyse de la structure géographique de la position extérieure globale nette du pays à fin 2017, fait ressortir une situation débitrice avec la Zone Euro, et des autres pays de l'Union. L'essentiel des engagements du pays est constitué d'investissement direct étrangers et des dettes publiques à long terme, en monnaie locale ou en euro (64,3% du stock d'engagement). Cette structure contribue à limiter les risques.

Globalement, la diversification de la base productive et des exportations reste une nécessité. Au niveau de la filière cajou, les mesures prises par l'Etat ont favorisé la domiciliation et le rapatriement des recettes d'exportations. Ces actions devraient être poursuivies et étendues aux autres produits, tels que le bois dont les exportations devraient reprendre en 2018 après la suspension décidée en 2016. Les capitaux privés mobilisés demeurent encore faibles puisque les investissements directs étrangers se situent à 17,9% du PIB. Ainsi, l'accélération des réformes prévues dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires reste une priorité. En outre, la contribution du secteur minier est toujours marginale malgré les potentiels importants notamment, en termes d'exploitation et de production de bauxite et de phosphate. Dans ce cadre, les réformes prévues dans ce secteur devraient également être mises en œuvre.

ANNEXE

Table des annexes

ANNEXE 1 : Principales modifications apportées au dispositif d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale	38
ANNEXE 2 : Passage des statistiques douanières aux données enregistrées à la balance des paiements.....	43
ANNEXE 2.I.....	44
ANNEXE 3 : Balance des paiements en termes de transactions (présentation résumée).....	45
ANNEXE 4 : Balance des paiements en termes de transactions (optique BCEAO).....	46
ANNEXE 5 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions.....	47
ANNEXE 6 : Balance des paiements optique FMI (en millions de FCFA).....	48
ANNEXE 7 : Position extérieure globale (en millions de FCFA).....	64

ANNEXE 1 : Principales modifications apportées au dispositif d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale

Avec l'entrée en vigueur de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), publié en 2008 par le FMI, le dispositif d'élaboration de la balance des paiements des pays de l'UMOA a été révisé en vue de prendre en compte les changements introduits par le nouveau manuel et d'opérer des modifications visant l'amélioration de la qualité des données et de leur analyse.

Le nouveau Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) prend en compte les questions qui ont fait leur apparition ou ont pris de l'importance dans le domaine des transactions et positions internationales. Il procède également au retraitement et à la reclassification de certaines opérations, ainsi qu'au renforcement de l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale (SCN), révisé la même année (2008), et les autres documents méthodologiques de référence parus après le MBP5.

A- La balance des paiements

La balance des paiements selon l'optique du MBP6 a subi quelques modifications dans sa structure. Les principales composantes de la BDP sont :

Présentation synthétique des composantes de la balance des paiements

Compte des transactions courantes

Biens et services

Biens

Services

Compte du revenu primaire (*anciennement compte « revenu »*)

Compte du revenu secondaire (*anciennement « transferts courants »*)

Compte de capital

Acquisition et cession d'actifs non produits

Transferts en capital

Compte financier (*anciennement compte d'opérations financières*)

Investissements directs

Investissements de portefeuille

Produits financiers dérivés (*traité comme sous-rubrique des investissements de portefeuille dans le MBP5*)

Autres investissements

Avoirs de réserve

A1)- Compte des biens et services

Les principaux changements apportés au compte des biens et services se présentent comme suit :

- Le reclassement des biens achetés dans les ports et les aéroports dans les marchandises générales plutôt que comme un poste séparé ;
- Les biens achetés à l'étranger par les voyageurs pour leur consommation personnelle ou à des fins de cadeaux dépassant les seuils douaniers sont désormais inclus dans les marchandises générales au lieu du service voyage ;
- Le négoce international n'est plus traité comme un service, mais classé dans les exportations de biens, ce qui correspond à un retour au principe de la quatrième édition ;
- En cas de changement de résidence, les transferts des effets personnels des migrants ne sont ni inclus dans les biens, ni dans d'autres postes des comptes internationaux, puisqu'ils ne font pas l'objet de changement de propriété ;
- Les réparations et maintenance sur les marchandises mobiles sont retracées dans les services au lieu des biens. Le MBP5 les classait dans les biens, compte tenu de l'importance du matériel par rapport à la prestation de service proprement dite dans la facturation globale de la transaction ;
- Les services de transformation de biens physiques appartenant à d'autres territoires économiques sont retracés comme des services dans tous les cas, alors qu'ils pouvaient être considérés dans certains cas comme un changement de propriété du manufacturier selon le MBP5 ;
- La rubrique « services de télécommunications, d'informatique et d'information » regroupe celles des « services de communication » et « services d'informatique et d'information » du MBP5. Les « services postaux et de messagerie » sont désormais inclus dans les « transports », alors qu'ils étaient classés dans la rubrique des « services de communication »¹⁴ selon le MBP5 ;
- Les dépenses des entreprises de construction non-résidentes en biens et services locaux sont incluses dans les Services de bâtiment et travaux publics, alors qu'elles sont classées dans les « Autres services aux entreprises » dans le MBP5. En outre, le MBP6 prévoit l'enregistrement des achats de biens et services à une troisième économie par les entreprises de construction, en chantier hors de leur pays de résidence, dans la balance des paiements de leur économie d'origine.

A2) Compte de revenu primaire

Le concept de « compte de revenu » dans le MBP5 est remplacé par celui de « compte de revenu primaire » dans le MBP6, pour assurer la cohérence avec le SCN 2008. Le « compte de revenu primaire » présente des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires, dont les taxes sur la production. Les principaux changements concernent :

- La prise en compte explicite des loyers et des taxes sur les produits et la production ;
- La clarification de la relation employeur-salarié, de manière à faire apparaître une distinction entre rémunération des salariés et paiement de services ;
- L'ajustement des intérêts, de manière à faire apparaître l'intérêt "pur", c'est-à-dire après déduction de la composante SIFIM16, qui est incluse dans les services financiers ;
- Le revenu des avoirs de réserve est classé séparément, alors qu'il était inclus dans les revenus des autres investissements dans le MBP5. S'il n'est pas disponible à des fins de publication, le revenu des avoirs de réserve peut être inclus au poste « Autres investissements/intérêts » ;
- L'imputation des commissions sur les prêts de titres et d'or est clarifiée et les commissions assimilées à des intérêts si elles reviennent au propriétaire qui prête ces actifs, avec écriture de contrepartie dans les autres comptes à recevoir/à payer. Le MBP5 ne traite pas explicitement de ces commissions. Toutefois, comme dans le MBP5, les commissions à verser aux dépositaires, etc., pour les services administratifs associés aux prêts sont enregistrées dans les services financiers.

A3) Compte de revenu secondaire

Le concept de « transferts courants » dans le MBP5 est remplacé par celui de « compte de revenu secondaire » dans le nouveau Manuel, en vue d'assurer la cohérence avec le SCN 2008. Dans le compte de revenu secondaire, l'expression « transferts personnels » remplace « envois de fonds des travailleurs ». En outre, il a été opéré une classification plus détaillée des types de transferts courants, à savoir « les transferts du Gouvernement général », « les transferts personnels » et « les autres transferts courants ».

A4) Compte de capital

Dans le nouveau Manuel du FMI, l'accent n'est plus mis sur la présentation conjointe du compte de capital et d'opérations financières. Les changements majeurs concernent les points ci-après :

- Dans le MBP6, les résultats de la recherche et développement (R&D), comme les brevets et les droits d'auteur, ne sont plus considérés comme des actifs non produits. Les achats et ventes directs de ces produits ne sont plus imputés au compte de capital, comme dans le MBP5, mais sont classés parmi les actifs produits, avec enregistrement des transactions dans les services (services de R&D pour brevets et droits d'auteur) ;
- Les avoirs des personnes changeant de résidence sont supprimés des transferts en capital pour être classés dans la PEG, au titre des « autres changements de volume » ;
- Les transferts liés aux héritages, successions et aux grands cadeaux sont traités comme des transferts en capital, pour assurer l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale;
- Les indemnités d'assurance dans les transferts de capital sont prises en compte dans les cas exceptionnels de pertes dues à des catastrophes, pour assurer la cohérence avec le SCN.

A5) Compte financier

Les opérations financières sont enregistrées en termes de variations nettes d'actifs et de passifs financiers, en lieu et place de l'imputation crédit et débit. La ventilation fonctionnelle est maintenue, mais est plus détaillée pour inclure notamment une rubrique séparée pour le suivi des dérivés financiers. Par ailleurs, la définition des instruments de dette a été harmonisée avec celle du manuel des statistiques de la dette extérieure.

B)- La Position extérieure globale (PEG)

La position extérieure globale (PEG) est définie comme étant un état statistique qui décrit, à un moment donné, la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. Le nouveau Manuel reflète un intérêt accru pour l'analyse du compte de patrimoine comme outil permettant de comprendre l'évolution de l'économie internationale au plan de la vulnérabilité et de la viabilité. A cet égard, le MBP6 présente des recommandations beaucoup plus détaillées sur la PEG et accorde davantage d'attention sur les réévaluations et autres changements de volume, enregistrés dans le compte des « Autres flux », et à leur incidence sur les stocks d'avoirs et engagements.

Les autres variations de volume concernent notamment les rapatriements de fonds consécutifs aux changements de résidence, les accumulations d'arriérés de paiement extérieurs (cette décision étant

unilatérale), les cessions de devises à la banque centrale par des résidents (qui constituent une transaction entre résidents), etc. S'agissant des réévaluations, elles correspondent aux gains et pertes liées aux détentions d'actifs et de passifs à la suite principalement des variations de prix et de taux de change.

Dans le nouveau Manuel du FMI, les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques.

B I : Variation de la position extérieure globale nette par zone géographique

(En millions de FCFA)

Poste	Début de période	Autres flux	Fin de période
Stock d'actifs financiers	331.671,1	-1.178,5	405.684,3
EURO	348	0,0	847,0
UEMOA	27.097,8	0,0	48.486,8
AUTRES	304.225,3	-1.178,5	356.350,5
Stocks de passifs financiers	488.108,9	-1.883,9	507.505,6
EURO	38.762,0	0,0	35.082,0
UEMOA	141.837,9	0,0	162.830,6
AUTRES	307.509,0	-1.883,9	309.593,0
Position extérieure globale nette (A) - (B)	-156.437,8	705,4	-101.821,3

ANNEXE 2 : Passage des statistiques douanières aux données enregistrées à la balance des paiements

Des ajustements de valeurs, de champ couvert et de chronologie sont faits sur les statistiques douanières pour le passage aux statistiques enregistrées en balance des paiements.

Ainsi, pour chaque produit, le prix de marché est obtenu à partir d'une moyenne pondérée des prix déclarés par les opérateurs. L'écart entre le prix de marché et le prix déduit des statistiques douanières, appliqué aux quantités déclarées par la douane pour chaque produit concerné permet d'obtenir le montant de l'ajustement à effectuer sur les valeurs douanières. Ces ajustements sont indiqués sous la rubrique « ajustements de valeurs ».

La rubrique « ajustement de champ couvert » permet de prendre en compte les distorsions dues à la présence de non-résidents sur le territoire et à celle de résidents à l'étranger (ex : déduction des importations des Ambassades). On procède également sous cette rubrique « ajustement de champ couvert » à la prise en compte du commerce non contrôlé.

Les ajustements de chronologie sont fondés sur le fait que les statistiques douanières recensent les déclarations en douane de l'année tandis que la balance des paiements retient les transactions effectivement comptabilisées par les entreprises au cours de l'année, la date de chaque opération étant celle du transfert de propriété des marchandises entre l'exportateur et l'importateur. L'ajustement de chronologie permet en pratique de corriger l'incidence de l'écart en volume découlant de décalages des dates d'enregistrement de certaines transactions respectivement par les services douaniers et les opérateurs. L'écart entre les quantités déclarées par l'opérateur, les quantités déduites des statistiques douanières, appliqué aux prix déclarés par la douane pour chaque produit concerné permet d'obtenir le montant de l'ajustement de chronologie à effectuer sur les valeurs douanières.

Après ajustement des données du Commerce Général, les coûts de l'assurance et du fret inclus dans les importations CAF sont déduits afin d'obtenir des valeurs FOB. Les charges d'assurance et de fret qui relèvent de la balance des services sont évaluées en utilisant les taux de fret et d'assurance qui se situent autour de 16,1% et 1,14% respectivement. Ces taux ont été actualisés en 2015.

Quant aux exportations, elles sont établies directement sur une base FOB par les services douaniers.

ANNEXE 2.I- MATRICE PROVISOIRE DES ECHANGES INTRA-COMMUNAUTAIRES

Tableau 1 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2017 à partir des statistiques officielles
(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		5.928,8	7.906,0	32,3	31.899,1	21.983,2	935,4	8.676,1	77.360,9
	Burkina	840,3		14.170,5	1,9	17.326,9	11.444,3	7.065,3	13.543,6	64.392,8
	Côte d'Ivoire	35.584,9	315.525,8		654,9	274.355,2	44.381,2	78.771,1	66.736,4	816.009,6
	Guinée-Bissau			0,0		3,5		59,7	0,0	63,2
	Mali	2.198,7	57.979,1	54.497,5	78,9		5.185,0	50.494,6	1.276,6	171.710,3
	Niger	8.800,3	27.851,4	3.485,1	70,1	59.422,2		60,7	3.946,7	103.636,4
	Sénégal	11.125,0	34.601,8	84.632,2	36.056,4	334.120,4	10.647,0		14.625,4	525.808,1
	Togo	148.900,5	108.834,9	40.205,5	41,1	38.646,2	47.800,9	8.503,6		392.932,7
	UEMOA	207.449,5	550.721,8	204.896,8	36.935,5	755.773,4	141.441,6	145.890,4	108.804,9	2.151.914,0

Source : Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Tableau 2 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2017

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0,0	632,1	1 231,8	0,0	8 742,6	9 920,4	891,3	0,0	21 418,2
	Burkina	1 918,4	0,0	473,1	0,0	701,8	1 491,7	241,0	0,0	4 826,0
	Côte d'Ivoire	3 793,8	1 938,2	0,0	0,0	1 264,4	548,6	556,9	2 460,5	10 562,4
	Guinée-Bissau	279,0	0,0	84,8	0,0	76,2	0,0	5 985,0	6,5	6 431,5
	Mali	115,5	326,4	2 272,6	231,0	0,0	14 296,6	0,0	0,0	17 242,2
	Niger	30 256,3	368,6	0,0	0,0	9 820,9	0,0	3 559,5	0,0	44 005,3
	Sénégal	41,7	61,6	895,3	3 251,2	48 258,1	329,8	0,0	218,1	53 055,8
	Togo	8 732,7	4 986,7	474,4	0,0	8 668,9	8 218,1	0,0	0,0	31 080,8
	UEMOA	45 137,5	8 313,5	5 432,0	3 482,2	77 532,8	34 805,3	11 233,7	2 685,1	188 622,2

Source : Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Tableau 3 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2017

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0,0	6.560,9	9.137,8	32,3	40.641,7	31.903,7	1.826,7	8.676,1	98.779,2
	Burkina	2.758,7		14.643,6	1,9	18.028,7	12.936,0	7.306,3	13.543,6	69.218,8
	Côte d'Ivoire	39.378,7	317.464,0		654,9	275.619,6	44.929,8	79.328,1	69.196,9	826.571,9
	Guinée-Bissau	279,0	0,0	84,8		79,7	0,0	6.044,7	6,5	6.494,7
	Mali	2.314,2	58.305,5	56.770,1	309,9		19.481,6	50.494,6	1.276,6	188.952,5
	Niger	39.056,6	28.219,9	3.485,1	70,1	69.243,1		3.620,2	3.946,7	147.641,7
	Sénégal	11.166,7	34.663,4	85.527,5	39.307,6	382.378,5	10.976,8		14.843,5	578.863,9
	Togo	157.633,1	113.821,6	40.680,0	41,1	47.315,1	56.019,1	8.503,6		424.013,5
	UEMOA	252.587,0	559.035,3	210.328,8	40.417,7	833.306,2	176.246,9	157.124,1	111.490,0	2.340.536,1

Source : Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

ANNEXE 3 : Balance des paiements en termes de transactions (présentation résumée)
(En millions de FCFA)

	Libellés	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissement s nets de passifs	Solde
1	Compte des transactions courantes	299.375,80	297.123,40	2.252,40
1.A	Biens et services	217.761,30	259.304,73	-41.543,43
1.A.a	Biens	197.516,10	169.214,80	28.301,30
1.A.a.1	Marchandises générales	197.516,10	169.214,80	28.301,30
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	0,00	0,00	0,00
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0,00	0,00	0,00
1.A.a.3	Or non monétaire	0,00	0,00	0,00
1.A.b	Services	20.245,20	90.089,93	-69.844,73
1.A.b.3	Transport	157,00	33.908,20	-33.751,20
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	0,00	33.678,80	-33.678,80
1.A.b.4	Voyage	9.497,50	36.836,60	-27.339,10
1.A.b.0	Autres services	10.590,70	19.345,13	-8.754,43
1.B	Revenus primaires	27.068,52	18.668,74	8.399,78
1.B.1	Revenus des salariés	17.623,92	9.092,75	8.531,17
1.B.2	Revenus des investissements	4.206,20	9.575,99	-5.369,79
1.B.3	Autres revenus primaires	5.238,40	0,00	5.238,40
1.C	Revenus secondaires	54.545,98	19.149,93	35.396,05
1.C.1	Administrations publiques	9.604,98	0,00	9.604,98
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	2.730,00	0,00	2.730,00
1.C.2	Autres secteurs	44.941,00	19.149,93	25.791,07
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	43.449,30	18.946,10	24.503,20
2	Compte de capital	61.280,10	699,00	60.581,10
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0,00	699,00	-699,00
2.2	Transfert en capital	61.280,10	0,00	61.280,10
2.2.1	Administrations publiques	59.867,20	0,00	59.867,20
	<i>Remises de dettes</i>	25.000,00	0,00	25.000,00
2.2.2	Autres secteurs	1.412,90	0,00	1.412,90
3	Compte financier	75.191,70	21.280,60	53.911,10
3.1	Investissements directs	194,00	9.111,20	-8.917,20
3.2	Investissements de portefeuille	-6.507,30	8.983,00	-15.490,30
3.3	Dérivés financiers	0,00	0,00	0,00
3.4	Autres investissements	49.154,60	3.186,40	45.968,20
3.5	Avoirs de réserves	32.350,40	0,00	32.350,40
6	Erreurs et omissions nettes			-8.922,40

Source : BCEAO

ANNEXE 4 : Balance des paiements en termes de transactions (optique BCEAO)

(En millions de FCFA)

	Poste	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissements nets de passifs	Solde
1	Compte des transactions courantes	299.375,80	297.123,40	2.252,4
1.A	Biens et services	217.761,30	259.304,73	-41.543,4
1.A.a	Biens	197.516,10	169.214,80	28.301,30
1.A.a.1	Marchandises générales	197.516,10	169.214,80	28.301,30
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	0,00	0,00	0,00
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0,00	0,00	0,00
1.A.a.3	Or non monétaire	0,00	0,00	0,00
1.A.b	Services	20.245,20	90.089,93	-69.844,73
1.A.b.3	Transport	157,00	33.908,20	-33.751,20
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	0,00	33.678,80	-33.678,80
1.A.b.4	Voyage	9.497,50	36.836,60	-27.339,10
1.A.b.0	Autres services	10.590,70	19.345,13	-8.754,43
1.B	Revenus primaires	27.068,52	18.668,74	8.399,8
1.B.1	Revenus des salariés	17.623,92	9.092,75	8.531,2
1.B.2	Revenus des investissements	4.206,20	9.575,99	-5.369,79
1.B.3	Autres revenus primaires	5.238,40	0,00	5.238,4
1.C	Revenus secondaires	54.545,98	19.149,93	35.396,1
1.C.1	Administrations publiques	9.604,98	0,00	9.605,0
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	2.786,88	0,00	2.786,9
1.C.2	Autres secteurs	44.941,00	19.149,93	25.791,1
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	43.449,30	18.946,10	24.503,2
2	Compte de capital	61.280,10	699,00	60.581,1
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0,00	699,00	-699,0
2.2	Transfert en capital	61.280,10	0,00	61.280,1
2.2.1	Administrations publiques	59.867,20	0,00	59.867,2
	<i>Remises de dettes</i>	25.000,00	0,00	25.000,0
2.2.2	Autres secteurs	1.412,90	0,00	1.412,9
3	Compte financier	43.426,60	8.133,90	35.292,70
3.1	Investissements directs	194,00	9.111,20	-8.917,20
3.2	Investissements de portefeuille	505,00	8.983,00	-8.478,00
3.3	Dérivés financiers	0,00	0,00	0,0
3.4	Autres investissements	42.727,60	-9.960,30	52.687,90
3.4.0.3	Administration publique	0,00	-15.361,00	15.361,0
3.4.0.4	Autres secteurs	42.727,60	5.400,70	37.326,9
6	Erreurs et omissions nettes			-8.922,40
7	Solde global	31.765,10	13.146,70	18.618,4

Source : BCEAO

ANNEXE 5 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions

(En millions de FCFA)

	Poste	2013	2014	2015	2016	2017
1	Compte des transactions courantes	-25.941,5	3.119,9	12.386,1	10.056,3	2.252,4
1.A	Biens et services	-39.090,7	-58.224,2	-29.139,6	-33.476,8	-41.543,4
1.A.a	Biens	-14.840,4	-23.828,6	26.801,1	27.491,1	28.301,3
1.A.a.1	Marchandises générales	-14.843,0	-24.582,7	26.801,1	27.491,1	28.301,3
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	127,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	2,6	764,1	0,0	0,0	0,0
1.A.a.3	Or non monétaire	0,0	-10,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b	Services	-24.250,3	-34.395,6	-55.940,7	-60.968,0	-69.844,7
1.A.b.3	Transport	-14.902,6	-19.018,6	-24.568,7	-29.040,2	-33.751,2
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	-12.804,7	-18.686,9	-24.350,0	-27.171,0	-33.678,8
1.A.b.4	Voyage	-4.833,9	-16.041,4	-21.031,3	-21.788,3	-27.339,1
1.A.b.0	Autres services	-4.513,8	664,4	-10.340,7	-10.139,1	-8.754,4
1.B	Revenus primaires	-3.963,2	18.459,1	15.124,3	17.622,3	8.399,8
1.B.1	Revenus des salariés	-309,0	8.458,1	8.172,8	9.622,2	8.531,2
1.B.2	Revenus des investissements	-3.654,2	-2.530,0	-6.036,3	-2.625,1	-5.369,8
1.B.3	Autres revenus primaires	0,0	12.531,0	12.987,8	10.625,3	5.238,4
1.C	Revenus secondaires	17.112,4	42.884,9	26.401,4	25.910,8	35.396,1
1.C.1	Administrations publiques	1.861,7	23.631,6	6.534,9	1.424,6	9.605,0
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	2.400,0	2.400,0	5.600,0	1.424,6	2.786,9
1.C.2	Autres secteurs	15.250,8	19.253,4	19.866,5	24.486,2	25.791,1
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	12.363,0	19.177,6	19.356,9	23.235,1	24.503,2
				0,0	0,0	0,0
2	Compte de capital	15.822,1	27.395,9	35.382,1	29.564,1	60.581,1
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0,0	0,0	0,0	0,0	-699,0
2.2	Transfert en capital	15.822,1	27.395,9	35.382,1	29.564,1	61.280,1
2.2.1	Administrations publiques	8.816,0	26.100,0	34.826,1	28.065,2	59.867,2
	<i>Remises de dettes</i>	0,0	0,0	0,0	738,5	25.000,0
2.2.2	Autres secteurs	7.006,1	1.295,9	556,0	1.498,9	1.412,9
				0,0	0,0	0,0
3	Compte financier	-15.871,6	-39.591,5	4.128,6	-6.681,8	35.292,7
3.1	Investissements directs	-9.701,9	-12.906,9	-9.599,3	-13.954,8	-8.917,2
3.2	Investissements de portefeuille	0,0	-9.505,6	-4.960,6	-10.800,0	-8.478,0
3.3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4	Autres investissements	-6.169,7	-17.179,0	18.688,5	18.073,0	52.687,9
3.4.0.3	Administration publique	-12.535,3	-24.134,0	-17.545,5	-9.200,0	15.361,0
3.4.0.4	Autres secteurs	6.365,6	-3.679,0	36.234,0	27.307,0	37.326,9
					0,0	0,0
6	Erreurs et omissions nettes	5.129,7	6.140,1	-7.838,5	-12.456,2	-8.922,4
				0,0	0,0	0,0
7	Solde global	10.881,9	76.247,4	35.801,0	33.846,0	18.618,4

Source : BCEAO

ANNEXE 6 : Balance des paiements optique FMI (en millions de FCFA)

Poste	Libellés	Crédit / Acquisit. nettes d'actifs	Débit / Accroisse ments de passifs	Solde
1	Compte des transactions courantes	299.375,8	297.123,4	2.252,4
1.A	Biens et services	217.761,3	259.304,7	-41.543,4
1.A.a	Biens	197.516,1	169.214,8	28.301,3
1.A.a.1	Marchandises générales, base balance des paiements	197.516,1	169.214,8	28.301,3
1.A.a.1.1	Dont : Réexportations	0,0	0,0	0,0
1.A.a.2	Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce International	0,0	0,0	0,0
1.A.a.2.1	Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0,0	0,0	0,0
1.A.a.2.2	Biens vendus dans le cadre du négoce International	0,0	0,0	0,0
1.A.a.3	Or non monétaire	0,0	0,0	0,0
1.A.b	Services	20.245,2	90.089,9	-69.844,7
1.A.b.1	Services de fabrication fournis sur des intrants physiques Détenus par des tiers	0,0	0,0	0,0
1.A.b.2	Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0,0	359,2	-359,2

1.A.b.3	Transport	157,0	33.908,2	-33.751,2
1.A.b.3.0.2	Fret	0,0	33.678,8	-33.678,8
1.A.b.4	Voyages	9.497,5	36.836,6	-27.339,1
1.A.b.5	Travaux de construction	0,0	149,8	-149,8
1.A.b.6	Services d'assurance et de retraite	135,5	2.096,3	-1.960,8
1.A.b.7	Services financiers	1.445,0	23,6	1.421,4
1.A.b.8	Commission pour usage de propriété intellectuelle non Incluses ailleurs	0,0	0,0	0,0
1.A.b.9	Services de télécommunications, d'informatique Et d'information*1	5.305,0	13.653,9	-8.348,9
1.A.b.10	Autres services aux entreprises	2.118,4	2.836,4	-718,0
1.A.b.11	Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,0	0,0	0,0
1.A.b.12	Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	1.586,8	226,0	1.360,8
1.B	Revenu primaire	27.068,5	18.668,7	8.399,8
1.B.1	Rémunération des salariés	17.623,9	9.092,8	8.531,2
1.B.2	Revenus des investissements	4.206,2	9.576,0	-5.369,8
1.B.2.1	Investissements directs	258,7	4.582,5	-4.323,8
1.B.2.1.1	Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	14,0	4.581,2	-4.567,2
1.B.2.1.2	Intérêts	244,7	1,3	243,4

1.B.2.2	Investissements de portefeuille	3.672,5	2.088,4	1.584,1
1.B.2.2.1	Revenu des investissements sur titres de Participation et parts De fonds De placement	0,0	0,0	0,0
1.B.2.2.2	Intérêts	3.672,5	2.088,4	1.584,1
1.B.2.3	Autres investissements	275,0	2.905,1	-2.630,1
1.B.2.3.1	Prélèvement sur les revenus des quasi sociétés	0,0	0,0	0,0
1.B.2.3.2	Intérêts	275,0	2.893,1	-2.618,1
1.B.2.4	Avoirs de réserves	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4.1	Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4.2	Intérêts	0,0	0,0	0,0
1.B.3	Autre revenu primaire	5.238,4	0,0	5.238,4
1.C	Revenu secondaire	54.546,0	19.149,9	35.396,0
1.C.1	Administrations publiques	9.605,0	0,0	9.605,0
1.C.1.1	Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc	0,0	0,0	0,0
1.C.1.2	Cotisations sociales	0,0	0,0	0,0
1.C.1.3	Prestations Sociales (Débit)	0,0	0,0	0,0
1.C.1.4	Coopération internationale courante	9.029,6	0,0	9.029,6
1.C.1.5	Transferts courants divers des administrations Pub.	575,4	0,0	575,4
1.C.1.5.1	Transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0

1.C.2	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	44.941,0	19.149,9	25.791,1
1.C.2.1	Transferts personnels (transferts courants entre ménages Résidents et non résidents)	43.449,3	18.946,1	24.503,2
1.C.2.1.1	Envois de fonds des travailleurs	43.449,3	18.946,1	24.503,2
1.C.2.2	Autres transferts courants	1.491,7	203,8	1.287,9
1.C.2.0.1	Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc	0,0	0,0	0,0
1.C.2.0.2	Cotisations sociales	0,0	1,9	-1,9
1.C.2.0.3	Prestations sociales	0,0	0,0	0,0
1.C.2.0.4	Primes d'assurance nettes hors assurance vie	42,5	70,9	-28,4
1.C.2.0.5	Indemnités d'assurance dommage	0,0	0,0	0,0
1.C.2.0.6	Coopération internationale courante	0,0	0,0	0,0
1.C.2.0.7	Transferts courants divers	1.449,2	131,0	1.318,2
1.C.2.0.7.1	Dont : transferts courants Aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
1.C.3	Ajustement pour variation des droits à pension	0,0	0,0	0,0
2	Compte de capital	59.867,2	699,0	59.168,2
2.1	Acquisitions (DR) / cessions (CR) d'actifs non financiers non produits	0,0	699,0	-699,0
2.2	Transferts de capital	59.867,2	0,0	59.867,2
2.2.1	Administration publique	59.867,2	0,0	59.867,2

2.2.1.1	Remises de dette	25.000,0	0,0	25.000,0
2.2.1.2	Autres transferts de capital	34.867,2	0,0	34.867,2
2.2.2	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
2.2.2.1	Remises de dette	0,0	0,0	0,0
2.2.2.2	Autres transferts de capital	0,0	0,0	0,0
4	Capacité (+) / besoin () de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	359.243,0	297.822,4	61.420,6
3	Compte financier	75.191,7	21.280,6	53.911,1
5	Capacité (+) / besoin () de financement (Compte financier)	75.191,7	21.280,6	53.911,1
3.1	Investissement direct	194,0	9.111,2	-8.917,2
3.1.1	Titres de participation et parts de fonds de placement	200,0	9.111,2	-8.911,2
3.1.1.1	Titres de participation autres que le réinvestissement Des bénéfices	200,0	7.626,2	-7.426,2
3.1.1.1.1	Investisseur direct dans des entreprises D'investissement direct	0,0	7.626,2	-7.626,2
3.1.1.1.2	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0
3.1.1.1.3	Entre entreprises soeurs	200,0	0,0	200,0
3.1.1.2	Réinvestissement des bénéfices	0,0	1.485,0	-1.485,0

3.1.2	Instruments de dette	-6,0	0,0	-6,0
3.1.2.1	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises D'investissement direct	0,0	0,0	0,0
3.1.2.2	Créances des entreprises d'investissement direct sur Un investisseur direct (investissement à rebours)	-6,0	0,0	-6,0
3.1.2.3	Entre entreprises soeurs	0,0	0,0	0,0
3.2	Investissements de portefeuille	-6.507,3	8.983,0	-15.490,3
3.2.1	Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3.2.1.1	Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.2.1.3	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.2.1.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.2.1.4	Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
3.2.1.4.1	Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
3.2.1.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
3.2.2	Titres de créance	-6.507,3	8.983,0	-15.490,3
3.2.2.1	Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.1	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.2	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0

3.2.1.1.9.1	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.2.1.1.9.2	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-7.012,3	0,0	-7.012,3
3.2.2.2.1	À court terme	-7.012,3	0,0	-7.012,3
3.2.2.2.2	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.3	Administrations publiques	0,0	9.587,0	-9.587,0
3.2.2.3.1	À court terme	0,0	9.587,0	-9.587,0
3.2.2.3.2	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.4	Autres secteurs	505,0	-604,0	1.109,0
3.2.2.4.0.1	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.4.0.2	À long terme	505,0	-604,0	1.109,0
3.2.2.4.1	Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
3.2.2.4.1.1	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.4.1.2	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	505,0	-604,0	1.109,0
3.2.2.4.2.1	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.4.2.2	À long terme	505,0	-604,0	1.109,0
3.3	Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0

3.3.1	Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.3.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.3.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.3.3	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.3.4	Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
3.3.4.1	Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
3.3.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
3.3.0.1	Dérivés financiers (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
3.3.0.1.1	Options	0,0	0,0	0,0
3.3.0.1.2	Contrats à terme	0,0	0,0	0,0
3.3.0.2	Options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
3.4	Autres investissements	49.154,6	3.186,4	45.968,2
3.4.1	Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
3.4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	12.523,3	-9.940,8	22.464,1
3.4.2.1	Banque centrale	0,0	-49,8	49,8
3.4.2.1.1	À court terme	0,0	-49,8	49,8
3.4.2.1.2	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0

3.4.2.1.9.1	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9.2	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	1.845,0	-9.891,0	11.736,0
3.4.2.2.0.1	Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0
3.4.2.2.1	À court terme	1.845,0	-9.891,0	11.736,0
3.4.2.2.2	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.3	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.4.2.3.1	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.3.2	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.4	Autres secteurs	10.678,3	0,0	10.678,3
3.4.2.4.0.1	À court terme	10.678,3	0,0	10.678,3
3.4.2.4.0.2	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.4.1	Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
3.4.2.4.1.1	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.4.1.2	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	10.678,3	0,0	10.678,3
3.4.2.4.2.1	À court terme	10.678,3	0,0	10.678,3
3.4.2.4.2.2	À long terme	0,0	0,0	0,0

3.4.3	Prêts	5.425,0	7.249,0	-1.824,0
3.4.3.1	Banque centrale	0,0	3.653,3	-3.653,3
3.4.3.1.1	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	3.653,3	-3.653,3
3.4.3.1.2	Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.3	Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.1	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.2	Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.3	Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	4.582,0	14.000,0	-9.418,0
3.4.3.2.1	À court terme	-3.869,0	1.000,0	-4.869,0
3.4.3.2.2	À long terme	8.451,0	13.000,0	-4.549,0
3.4.3.3	Administrations publiques	0,0	-15.361,0	15.361,0
3.4.3.3.1	Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
3.4.3.3.2	Autres à court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.3.3	Autres à long terme	0,0	-15.361,0	15.361,0
3.4.3.4	Autres secteurs	843,0	4.956,7	-4.113,7
3.4.3.4.0.1	À court terme	843,0	0,0	843,0

3.4.3.4.0.2	À long terme	0,0	4.956,7	-4.956,7
3.4.3.4.1	Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
3.4.3.4.1.1	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.4.1.2	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	843,0	4.956,7	-4.113,7
3.4.3.4.2.1	À court terme	843,0	0,0	843,0
3.4.3.4.2.2	À long terme	0,0	4.956,7	-4.956,7
3.4.4	Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0,0	0,0	0,0
3.4.4.1	Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.4.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.4.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.4.3	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.4.4.4	Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
3.4.4.4.1	Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
3.4.4.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
3.4.5	Crédits commerciaux et avances	21.356,3	259,0	21.097,3
3.4.5.1	Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.1	À court terme	0,0	0,0	0,0

3.4.5.1.2	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9.1	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9.2	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2.1	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2.2	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3.1	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3.2	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4	Autres secteurs	21.356,3	259,0	21.097,3
3.4.5.4.0.1	À court terme	21.321,7	259,0	21.062,7
3.4.5.4.0.2	À long terme	34,6	0,0	34,6
3.4.5.4.1	Autres sociétés financières	34,6	259,0	-224,4
3.4.5.4.1.1	À court terme	0,0	259,0	-259,0
3.4.5.4.1.2	À long terme	34,6	0,0	34,6
3.4.5.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	21.321,7	0,0	21.321,7
3.4.5.4.2.1	À court terme	21.321,7	0,0	21.321,7

3.4.5.4.2.2	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6	Autres comptes à recevoir/ à payer	9.850,0	5.619,2	4.230,8
3.4.6.1	Banque centrale	0,0	6.350,2	-6.350,2
3.4.6.1.1	À court terme	0,0	6.350,2	-6.350,2
3.4.6.1.2	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9.1	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9.2	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	-916,0	916,0
3.4.6.2.1	À court terme	0,0	-916,0	916,0
3.4.6.2.2	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3.1	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3.2	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.4	Autres secteurs	9.850,0	185,0	9.665,0
3.4.6.4.0.1	À court terme	9.695,0	152,0	9.543,0
3.4.6.4.0.2	À long terme	155,0	33,0	122,0
3.4.6.4.1	Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0

3.4.6.4.1.1	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.4.1.2	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	9.850,0	185,0	9.665,0
3.4.6.4.2.1	À court terme	9.695,0	152,0	9.543,0
3.4.6.4.2.2	À long terme	155,0	33,0	122,0
3.4.7	Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0
3.5	Avoirs de réserve	32.350,4	0,0	32.350,4
3.5.1	Or monétaire	0,0	0,0	0,0
3.5.1.1	Or métal	0,0	0,0	0,0
3.5.1.2	Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0
3.5.2	Droits de tirage spéciaux	3.869,8	0,0	3.869,8
3.5.3	Position de réserve au FMI	-1.644,7	0,0	-1.644,7
3.5.4	Autres avoirs de réserve	30.125,3	0,0	30.125,3
3.5.4.1	Monnaie fiduciaire et dépôts	30.125,3	0,0	30.125,3
3.5.4.1.1	Créances sur les autorités monétaires	1.326,8	0,0	1.326,8
3.5.4.1.2	Créances sur d'autres entités	28.798,5	0,0	28.798,5
3.5.4.2	Titres	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1	Titres de créance	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1.1	À court terme	0,0	0,0	0,0

3.5.4.2.1.2	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.2	Titres de participation et parts de fonds De placement	0,0	0,0	0,0
3.5.4.3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
3.5.4.4	Autres créances	0,0	0,0	0,0
6	Erreurs et omissions nettes	-284.051,3	-276.541,8	-7.509,5
0.	Postes pour mémoire	0,0	0,0	0,0
0.0	Financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0
1.	Transferts courants et ou en capital	0,0	0,0	0,0
1.1.	Remises de dettes	0,0	0,0	0,0
1.2.	Autres dons intergouvernementaux	0,0	0,0	0,0
1.3.	Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0,0	0,0	0,0
2.	Investissements directs	0,0	0,0	0,0
2.1.	Prises de participations liées à la réduction de la dette	0,0	0,0	0,0
2.2.	Instruments de dette	0,0	0,0	0,0
3.	Investissement de portefeuille	0,0	0,0	0,0
4.	Autres investissements	0,0	0,0	0,0

4.1.	Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0,0	0,0	0,0
4.2	Rééchelonnement de dettes existantes	0,0	0,0	0,0
5.	Arriérés	0,0	0,0	0,0
5.1.	Accumulation d'arriérés	0,0	0,0	0,0
5.1.1	Principal sur la dette à court terme	0,0	0,0	0,0
5.1.2	Principal sur la dette à long terme	0,0	0,0	0,0
5.1.3	Intérêts initiaux	0,0	0,0	0,0
5.1.4	Intérêts de pénalisation	0,0	0,0	0,0
5.2.	Remboursement d'arriérées	0,0	0,0	0,0
5.2.1	Principal	0,0	0,0	0,0
5.2.2	Intérêts	0,0	0,0	0,0
5.3.	Rééchelonnement d'arriérés	0,0	0,0	0,0
5.3.1	Principal	0,0	0,0	0,
5.3.2	Intérêts	0,0	0,0	0,0
5.4.	Annulation d'arriérés	0,0	0,0	0,0
5.4.1.	Principal	0,0	0,0	0,0
5.4.2.	Intérêts	0,0	0,0	0,0

Source : BCEAO

ANNEXE 7 : Position extérieure globale (en millions de FCFA)

Poste	Libellé	AVOIR Stocks début De période	AVOIR Autre flux	AVOIR Stocks fin De période	AVOIR Flux net	ENG Stocks début De période	ENG Autre flux	ENG Stocks fin De période	ENG Flux net
3	Position extérieure global nette	331,671.1	-1,178.5	405,684.3	75,191.7	488,108.9	-1,883.9	507,505.6	21,280.6
3.1	Investissement direct	1,312.0	0.0	1,506.0	194.0	100,296.5	0.0	109,407.7	9,111.2
3.1.1	Titres de participation et parts de fonds de placement	1,289.0	0.0	1,489.0	200.0	100,296.5	0.0	109,407.7	9,111.2
3.1.1.1	Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	1,258.0	0.0	1,458.0	200.0	97,989.8	0.0	105,616.0	7,626.2
3.1.1.1.1	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	0.0	0.0	-153.8	-153.8	90,989.8	0.0	98,616.0	7,626.2
3.1.1.1.2	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	1,258.0	0.0	1,411.8	153.8	7,000.0	0.0	7,000.0	0.0

3.1.1.1.3	Entre entreprises soeurs	0.0	0.0	200.0	200.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.1.2	Instruments de dette	23.0	0.0	17.0	-6.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.1.2.1	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.1.2.2	Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	23.0	0.0	17.0	-6.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.1.2.3	Entre entreprises soeurs	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.2	Investissements de portefeuille	50,439.3	0.0	43,932.0	-6,507.3	30,013.0	0.0	38,996.0	8,983.0
3.2.1	Titres de participation et parts de fonds de placement	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.2.1.1	Banque centrale	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.2.1.3	Administrations publiques	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.2.1.2	Établissements de dépôts autres que la BC	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

3.2.1.4	Autres secteurs	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.2.1.4.1	Autres sociétés financières	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.2.1.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.2.2	Titres de créance	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.2.2.1	Banque centrale	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.2.2.1.1	À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.2.2.1.2	À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.2.2.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.2.1.1.9.1	À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.2.1.1.9.2	À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.2.2.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

3.2.2.2.1	À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.2.2.2.2	À long terme	7,918.0	0.0	7,918.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.2.2.3	Administrations publiques	0.0	0.0	0.0	0.0	27,900.0	0.0	37,487.0	9,587.0
3.2.2.3.1	À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.2.2.3.2	À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.2.2.4	Autres secteurs	325.0	0.0	830.0	505.0	2,113.0	0.0	1,509.0	-604.0
3.2.2.4.0.1	À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.2.2.4.0.2	À long terme	325.0	0.0	830.0	505.0	2,113.0	0.0	1,509.0	-604.0
3.2.2.4.1	Autres sociétés financières	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.2.2.4.1.1	À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.2.2.4.1.2	À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.2.2.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

3.2.2.4.2.1	À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.2.2.4.2.2	À long terme	325.0	0.0	830.0	505.0	2,113.0	0.0	1,509.0	-604.0
3.3	Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.3.1	Banque centrale	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.3.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.3.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.3.3	Administrations publiques	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.3.4	Autres secteurs	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.3.4.1	Autres sociétés financières	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.3.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4	Autres investissements	61,995.0	0.0	111,149.6	49,154.6	357,799.4	-1,883.9	359,101.9	3,186.4

3.4.1	Autres titres de participation	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	37,957.6	0.0	50,480.9	12,523.3	17,495.1	0.0	7,554.3	-9,940.8
3.4.2.1	Banque centrale	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.2.1.1	À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	1,342.1	0.0	1,292.3	-49.8
3.4.2.1.2	À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.2.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.2.1.9.1	À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.2.1.9.2	À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.2.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.2.2.0.1	Dont: positions interbancaires	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.2.2.1	À court terme	14,649.0	0.0	16,494.0	1,845.0	16,153.0	0.0	6,262.0	-9,891.0

3.4.2.2.2	À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.2.3	Administrations publiques	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.2.3.1	À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.2.3.2	À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.2.4	Autres secteurs	23,308.6	0.0	33,986.9	10,678.3	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.2.4.0.1	À court terme	23,308.6	0.0	33,986.9	10,678.3	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.2.4.0.2	À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.2.4.1	Autres sociétés financières	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.2.4.1.1	À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.2.4.1.2	À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.2.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	23,308.6	0.0	33,986.9	10,678.3	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.2.4.2.1	À court terme	23,308.6	0.0	33,986.9	10,678.3	0.0	0.0	0.0	0.0

3.4.2.4.2.2	À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.3	Prêts	4,006.9	0.0	9,431.9	5,425.0	290,102.8	-1,099.8	296,252.0	7,249.0
3.4.3.1	Banque centrale	0.0	0.0	0.0	0.0	15,074.8	-1,099.8	17,628.3	3,653.3
3.4.3.1.1	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.3.1.2	Autres prêts à court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.3.1.3	Autres prêts à long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.3.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.3.1.9.1	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.3.1.9.2	Autres prêts à court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.3.1.9.3	Autres prêts à long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.3.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	3,879.0	0.0	8,461.0	4,582.0	10,200.0	0.0	24,200.0	14,000.0

3.4.3.2.1	À court terme	3,879.0	0.0	10.0	-3,869.0	5,100.0	0.0	6,100.0	1,000.0
3.4.3.2.2	À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.3.3	Administrations publiques	0.0	0.0	0.0	0.0	262,462.0	0.0	247,101.0	-15,361.0
3.4.3.3.1	Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.3.3.2	Autres à court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.3.3.3	Autres à long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	262,462.0	0.0	247,101.0	-15,361.0
3.4.3.4	Autres secteurs	127.9	0.0	970.9	843.0	2,366.0	0.0	7,322.7	4,956.7
3.4.3.4.0.1	À court terme	127.9	0.0	970.9	843.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.3.4.0.2	À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	2,366.0	0.0	7,322.7	4,956.7
3.4.3.4.1	Autres sociétés financières	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.3.4.1.1	À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

3.4.3.4.1.2	À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.3.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	127.9	0.0	970.9	843.0	2,366.0	0.0	7,322.7	4,956.7
3.4.3.4.2.1	À court terme	127.9	0.0	970.9	843.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.3.4.2.2	À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	2,366.0	0.0	7,322.7	4,956.7
3.4.4	Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.4.1	Banque centrale	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.4.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.4.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.4.3	Administrations publiques	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.4.4	Autres secteurs	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.4.4.1	Autres sociétés financières	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

3.4.4.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.5	Crédits commerciaux et avances	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.5.1	Banque centrale	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.5.1.1	À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.5.1.2	À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.5.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.5.1.9.1	À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.5.1.9.2	À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.5.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.5.2.1	À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.5.2.2	À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

3.4.5.3	Administrations publiques	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.5.3.1	À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.5.3.2	À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.5.4	Autres secteurs	19,474.5	0.0	40,830.8	21,356.3	484.0	0.0	743.0	259.0
3.4.5.4.0.1	À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.5.4.0.2	À long terme	433.3	0.0	467.9	34.6	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.5.4.1	Autres sociétés financières	474.5	0.0	509.1	34.6	484.0	0.0	743.0	259.0
3.4.5.4.1.1	À court terme	41.2	0.0	41.2	0.0	484.0	0.0	743.0	259.0
3.4.5.4.1.2	À long terme	433.3	0.0	467.9	34.6	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.5.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	19,000.0	0.0	40,321.7	21,321.7	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.5.4.2.1	À court terme	19,000.0	0.0	40,321.7	21,321.7	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.5.4.2.2	À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

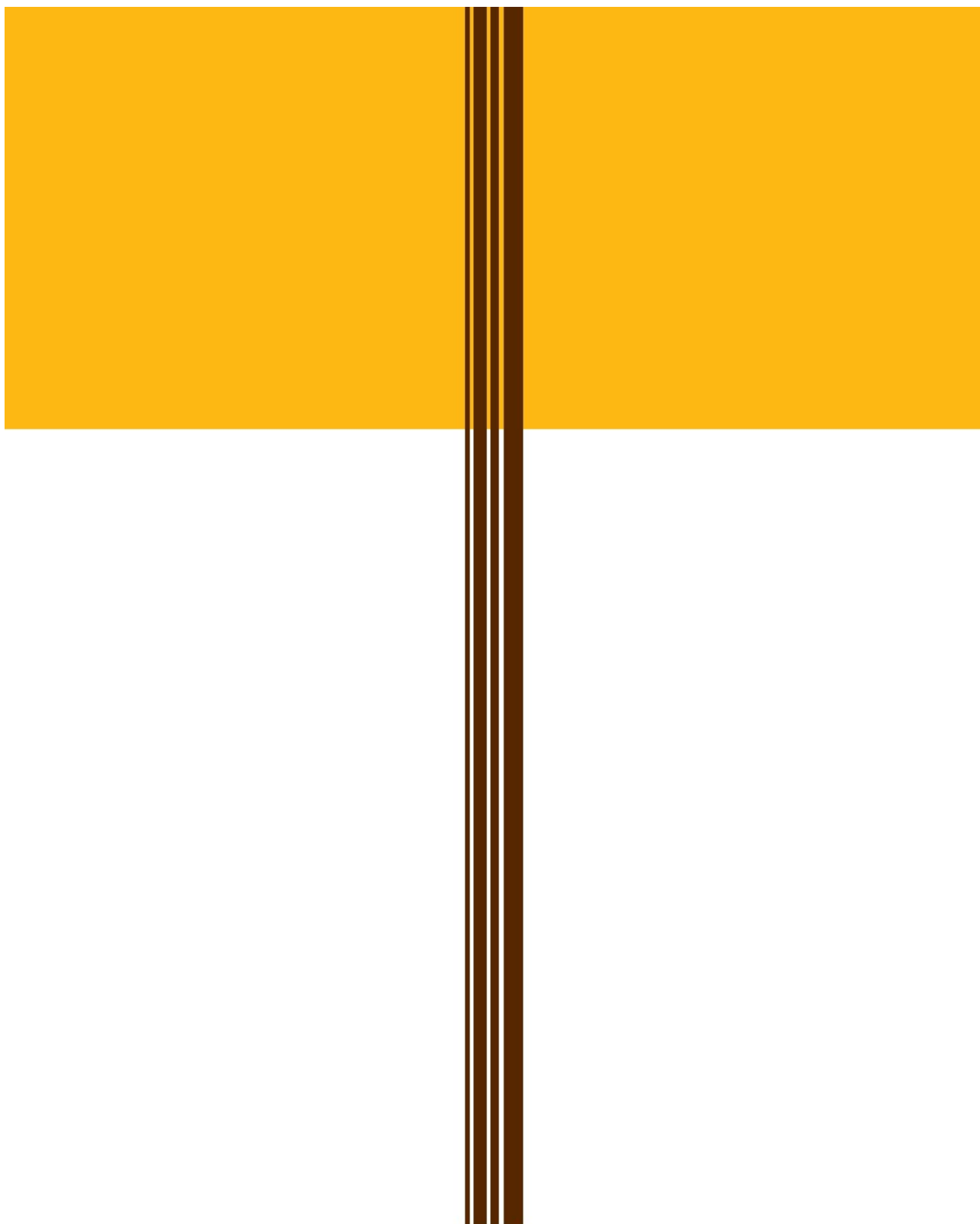
3.4.6	Autres comptes à recevoir/ à payer	556.0	0.0	10,406.0	9,850.0	38,336.2	0.0	43,955.4	5,619.2
3.4.6.1	Banque centrale	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.6.1.1	À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	37,004.2	0.0	43,354.4	6,350.2
3.4.6.1.2	À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.6.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.6.1.9.1	À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.6.1.9.2	À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.6.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.6.2.1	À court terme	16.0	0.0	16.0	0.0	917.0	0.0	1.0	-916.0
3.4.6.2.2	À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.6.3	Administrations publiques	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.6.3.1	À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

3.4.6.3.2	À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.6.4	Autres secteurs	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.6.4.0.1	À court terme	499.0	0.0	10,194.0	9,695.0	412.0	0.0	564.0	152.0
3.4.6.4.0.2	À long terme	41.0	0.0	196.0	155.0	3.0	0.0	36.0	33.0
3.4.6.4.1	Autres sociétés financières	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.6.4.1.1	À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.6.4.1.2	À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.6.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.4.6.4.2.1	À court terme	499.0	0.0	10,194.0	9,695.0	412.0	0.0	564.0	152.0
3.4.6.4.2.2	À long terme	41.0	0.0	196.0	155.0	3.0	0.0	36.0	33.0
3.4.7	Droits de tirage spéciaux	0.0	0.0	0.0	0.0	11,381.3	-784.1	10,597.2	0.0
3.5	Avoirs de réserve	217,924.8	-1,178.5	249,096.7	32,350.4	0.0	0.0	0.0	0.0
3.5.1	Or monétaire	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

3.5.1.1	Or métal	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.5.1.2	Comptes en or non affectés	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.5.2	Droits de tirage spéciaux	11,058.6	-1,028.5	13,899.9	3,869.8	0.0	0.0	0.0	0.0
3.5.3	Position de réserve au FMI	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.5.4	Autres avoirs de réserve	203,044.6	0.0	233,169.9	30,125.3	0.0	0.0	0.0	0.0
3.5.4.1	Monnaie fiduciaire et dépôts	203,044.6	0.0	233,169.9	30,125.3	0.0	0.0	0.0	0.0
3.5.4.1.1	Créances sur les autorités monétaires	643.1	0.0	1,969.9	1,326.8	0.0	0.0	0.0	0.0
3.5.4.1.2	Créances sur d'autres entités	202,401.5	0.0	231,200.0	28,798.5	0.0	0.0	0.0	0.0
3.5.4.2	Titres	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.5.4.2.1	Titres de créance	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.5.4.2.1.1	À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.5.4.2.1.2	À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.5.4.2.2	Titres de participation et parts de fonds de	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

3.5.4.3	Dérivés financiers	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3.5.4.4	Autres créances	0.0	0.0	200.0	200.0	0.0	0.0	0.0	0.0

Source : BCEAO



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiaga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int